

La démocratie

Daniel Mouchard

Didier Mineur

Sandrine Lefranc

Alexandre Jaunait

Avec le parrainage de l'Association de Soutien au Programme Copernic



SOMMAIRE :

Introduction _____	4
(Gil Delannoï) _____	4
I. Entrée : une perspective vertigineuse _____	4
II. Sortie : des chemins qui mènent quelque part _____	5
Démocratie et représentation _____	7
Une approche bibliographique _____	7
(Daniel MOUCHARD) _____	7
Bibliographie récapitulative : _____	13
La démocratie en France : idéologies, histoire, évolutions _____	17
(Didier Mineur) _____	17
I – La distinction Démocratie / République _____	19
I.1. Distinction classique _____	19
I.2. Références pour le débat actuel _____	20
I.3. Histoire des idées et genèse de la distinction _____	22
II – La République _____	22
II.1. Idéologie, histoire _____	22
II.2. Le recours contemporain à la République comme valeur et la crise des valeurs républicaines _____	26
II.3. Perspective comparative _____	28
III – la République française : une démocratie singulière _____	28
III.1. La démocratie française d’hier à aujourd’hui _____	28
III.2. Le fonctionnement de la démocratie française aujourd’hui _____	32
Démocratisations _____	37
(Sandrine Lefranc) _____	37
I. Une définition de la démocratie à l’épreuve de la démocratisation _____	39
I.1. Les définitions préalables de la démocratie _____	39
I.2. Redéfinition et « mesure » de la démocratie : la question de la consolidation _____	40
II. Approches de la démocratisation _____	41
II.1. Les approches macropolitiques et structurelles : quelques repères _____	41
II.2. L’Approche « transitologique » _____	41
III. Les facteurs ou pré-conditions de la démocratisation _____	42
III.1. Facteurs économiques : le développement économique comme pré-condition de la démocratie (et inversement) _____	43
III.2. Facteurs sociaux : société civile et acteurs de la démocratisation _____	44
III.3. Facteurs culturels : la construction nationale _____	45
III.4. Facteurs institutionnels : les « bonnes formes » d’organisation _____	45
III.5. Facteurs exogènes : les théories de l’« exportation » démocratique _____	46
IV. Etudes de cas _____	47
IV.1. Aperçus généraux _____	47
IV.2. Comparaisons régionales et transrégionales _____	47
Classement chronologique des références _____	49
I.1 _____	49
I.2 _____	49
II. 1. _____	50
II.2 _____	50
III.1 _____	51
III.2 _____	52

III.3	53
III.4	54
III.5	54
Différence et Démocratie	56
(Alexandre Jaunait)	56
Les communautariens et le multiculturalisme	57
La démocratie, le féminisme et la question du genre	61
La controverse académique du multiculturalisme	64
Version américaine	64
La version française	65
Politiques du genre : les controverses du PaCS et de la parité	67

Introduction

(Gil Delannoi)

I. Entrée : une perspective vertigineuse

Il paraît tous les jours plusieurs textes sur Hamlet. Un volumineux ouvrage a été consacré à la seule recension des interprétations d'une seule phrase de Platon dans la *République*. Et la bibliographie sur Machiavel tient en plusieurs tomes qui compilent des titres de livres. Sur ces trois sujets, une vie ne suffit pas à tout lire. Que dire alors d'un thème comme « la démocratie » ?

Un petit groupe de personnes vouées à tout lire sur le sujet serait probablement dépassé par le flot montant des publications. Le projet n'est pas dérisoire pour autant.

D'abord, en sachant qu'il faut limiter ses ambitions et ne pas viser la somme infinie. Car la *masse* des données, livresques et autres, n'est pas le seul obstacle : l'*étendue* du domaine où réside « la démocratie » n'est pas moins décourageante.

Une bibliographie complète devrait comprendre plusieurs sortes de répartition des données, plusieurs systèmes de classement.

Quels sont ces systèmes possibles ?

- 1) un classement par disciplines : philosophie, sociologie, psychologie de la démocratie etc.
- 2) un classement par langues (ouvrages en français, anglais, italien etc.)
- 3) un classement par pays (pays comme sujet d'étude ou comme lieu de provenance des données)
- 4) un classement par époques (Antiquité, Renaissance etc.)
- 5) un classement par écoles ou familles de pensée,
- 6) un classement selon les controverses ou polémiques relatives au sujet,
- 7) un classement par thèmes (sous forme de réseau ou d'arborescence).

Sur ce dernier point, le seul énoncé de quelques thèmes montre l'intérêt et l'ampleur du sujet.

Voici quelques connexions parmi d'autres :

- 1) en partant de « liberté », puis liberté politique, civile, individuelle,
- 2) en partant d'« égalité », puis égalité de droit, de fait, de résultat,
- 3) en partant de « peuple » puis masse, nation, élite,
- 4) en partant de « souveraineté » puis indépendance, autorité, pouvoir,

- 5) en partant d'« autonomie » par opposition à aliénation, anomie, hétéronomie,
- 6) en partant de « procédure » puis élection, représentation, majorité, tirage au sort,
- 7) en partant d'« argumentation » puis rhétorique, éloquence,
- 8) en partant d'« éducation »,
- 9) en partant de « culture » puis comportements, passions, mentalités démocratiques.

Chaque type de classement pose, à l'évidence, une question de *méthode*. Ce sont les postulats initiaux, les critères retenus qui donnent sa cohérence à un classement. C'est pourquoi il n'est pas mauvais de multiplier les formes de classement, les approches différentes des données. Avec l'espoir de voir apparaître un effet de composition et de complexité à mesure que les types de classement s'ajoutent. Par exemple, il faut à la fois examiner la démocratie antique dans ses différences avec la démocratie moderne mais aussi dans ses ressemblances.

II. Sortie : des chemins qui mènent quelque part

Laissons de côté les contemporains pour repérer quelques notions fondatrices, quelques perspectives durables. Il semble que ces perspectives continuent à dessiner des lieux différents où situer ce qui s'écrit et se dit autour de la démocratie aujourd'hui.

La *question de principe*, domaine des principes philosophiques, concepts politiques, valeurs humaines. Elle remonte au moins à Platon, Protagoras et, dans son aspect théâtral, tragique et comique, à Euripide et Aristophane.

L'*objet d'étude*, philosophique, historique, sociologique, dont le fondateur fut Aristote, notamment dans sa *Politique* et la *Constitution d'Athènes* (compilée par son école). Cette tradition a donné naissance à une science politique de la démocratie.

L'*art de gouverner*, s'il n'est pas démocratique uniquement, comporte, depuis Thucydide, Machiavel et tous les théoriciens et praticiens du gouvernement, une dimension partiellement ou totalement démocratique.

La *démocratisation* et la *culture démocratique* apparaissent à la suite des révolutions libérales et égalitaires des XVII^e et XVIII^e siècles. Tocqueville observe ce phénomène avec acuité, définissant un sujet tout en échappant aux disciplines classiques et scolaires.

Les *idéaux positifs* et les *idéaux critiques* constituent l'espace d'une discussion normative qui, en dernière analyse, renvoie à la question de principe initiale, celle-ci étant prolongée, renouvelée par une interrogation sur la possibilité et la valeur de la démocratie contemporaine. Parmi les traditions critiques distinguons celle, populaire, de Marx et celle, aristocratique, de Nietzsche.

Il n'y a aucune conclusion possible sur un tel sujet. Mais une suite d'introductions bibliographiques commencera à éclairer les possibilités et les difficultés de la tâche à accomplir. Dans les textes suivants, en plus d'une réflexion générale sur le domaine délimité, on trouvera des présentations différentes, non seulement par le critère retenu, mais par la forme de la présentation. Dans chaque cas, il s'agit de problèmes consubstantiels à la démocratie et de problèmes particulièrement contemporains : *démocratie et représentation, république et démocratie en France, démocratisations et transitions démocratiques, différence et démocratie*.

Démocratie et représentation est centré sur la contradiction entre élitisme et participation telle qu'elle apparaît dans toute forme de démocratie représentative. La question des élites doit ensuite être abordée en fonction de leur nature, de leur évolution et de leur fonction. Démocratie forte ou faible, élites unifiées ou polyarchiques font partie des références habituelles du débat. Dans des termes plus récents, on renouvelle cette question autour des thèmes de la participation et de la délibération. *République et démocratie* reprend une question ancienne, dans laquelle république valait pour "politeia", le meilleur régime possible, tandis que démocratie rappelait l'expérience d'Athènes, ses succès et ses défauts. Les deux termes, dans l'histoire, se sont parfois opposés, parfois confondus, parfois succédés. Ils continuent à fournir la matrice d'une opposition, différente d'ailleurs selon les cultures politiques. Aux Etats-Unis il s'agit d'une simple étiquette partisane ou, plus profondément, d'une référence divergente à la valeur et au contenu du processus de démocratisation. En France, l'opposition se rapporte plutôt au modèle historique français, qualifié de républicain en ce qu'il s'oppose à la tendance uniforme de la démocratisation culturelle et de l'oligarchie libérale. *Démocratie et transitions démocratiques* est un thème qui commence avec les premières démocraties, leur renouveau moderne, se poursuit avec la décolonisation et s'épanouit aujourd'hui, surtout depuis la fin de la guerre froide. Devenu objet central de la science politique ou, au moins, référence obligée, cet objet en définition, en évolution et consolidation semble avoir agrégé suffisamment d'études homogènes pour qu'on puisse parler d'une transitologie, à l'oeuvre dans les faits comme dans les analyses. *Différence et démocratie* porte sur des problèmes identitaires assez dissemblables puisque ceux-ci ont trait à la culture, la minorité, la sexualité, le genre, la parité. Une unité théorique et polémique des notions, des écoles et des controverses donne cependant cohérence à ces regroupements autour de la question de la différence en démocratie.

Daniel Mouchard, Didier Mineur, Sandrine Lefranc et Alexandre Jaunait ont établi ces textes bibliographiques (évolutifs et provisoires par nature) et nous les remercions de cette contribution à la réflexion et la documentation de tous.

Démocratie et représentation

Une approche bibliographique

(Daniel MOUCHARD)

Cette première approche bibliographique aborde la manière dont la théorie démocratique récente traite le problème de la représentation politique. Il s'agit tout d'abord de revenir brièvement sur certains débats « classiques » au sein de la théorie politique, notamment la fameuse controverse « élitisme »/ « participationnisme », directement connectée au problème de la représentation politique. Ce retour sélectif sur des débats bien connus permettra ensuite de mieux comprendre des discussions plus récentes, elles aussi centrées sur le problème de la représentation démocratique, mais renouvelant les termes du débat, notamment via la référence à des cadres théoriques renouvelés (dont le paradigme habermassien).

De manière très lapidaire, on peut formuler la thèse élitiste (sans que ce terme soit ici utilisé normativement) comme le constat d'une opposition au sein du régime démocratique entre la minorité détenant le pouvoir et la masse des gouvernés. Ce constat introduit une différence entre la conception théorique de la démocratie (comme exercice de la volonté populaire) et sa conception effective comme mode de compétition de différents groupes, différentes élites, pour la direction politique. Cette distinction retrouve de fait celle de Schumpeter critiquant une conception « classique » de la démocratie, selon lui inadéquate (celle de la souveraineté populaire) et la conception de la démocratie comme polyarchie élective, c'est-à-dire comme compétition de minorités/élites pour le suffrage populaire.

A partir de ce constat, on peut distinguer deux niveaux de clivage :

-à partir du postulat élitiste (existence d'une direction politique spécialisée par certains groupes au sein d'un régime démocratique), comment faut-il envisager l'exercice effectif de cette direction politique ? On trouve ici aussi bien des travaux théoriques qu'empiriques - plus largement, la thèse élitiste est contestée, de différentes manières, par des approches que l'on peut néanmoins qualifier de « participationnistes », au sens où elles mettent au cœur du régime démocratique la *participation* des citoyens à l'exercice du pouvoir (qui ne peut donc être assumé de manière spécialisée par une ou plusieurs élites), et cherchent à retravailler une conception « théorique » de la démocratie : de fait, ces thèses sont souvent exprimées dans des travaux de philosophie politique, et comportent une dimension normative, tant positive (dans la valorisation de la participation populaire) que négative (dans la critique des thèses élitistes au motif qu'elles renferment elles-mêmes des postulats normatifs).

La bibliographie présentée ci-après suivra donc cette division sommaire : dans un premier temps, elle reviendra sur le débat relatif à la question de l'« élitisme » démocratique, en présentant les principaux tenants du débat « élitisme » / « participationnisme » ; dans un second temps, elle tentera un aperçu de débats plus contemporains, qui ont pour point commun de se référer à la question d'un possible élargissement de la sphère de la représentation politique.

Historiquement, la conception « élitiste » de la démocratie, dans son acception contemporaine, est formulée par plusieurs auteurs du début du XX^e, communément appelés « néo-machiavéliens ». Le postulat commun de ces trois auteurs est l'existence inévitable dans un régime démocratique d'un groupe dirigeant, et la constitution d'une oligarchie : même si, à partir de ce postulat, ces auteurs divergent quant à la composition du groupe dirigeant, sa stabilité et de sa rotation :

V. Pareto, *Traité de sociologie générale*, (trad. fr.), Genève, Droz, 1968.

G. Mosca, *The Ruling Class*, New York, Mc Graw Hill, 1939.

R. Michels, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, (trad. fr.), Paris, Flammarion, 1971.

Sur la base de ce postulat, reformulé de différentes manières (l'optique « naturaliste » des théoriciens élitistes est notamment contestée ultérieurement) se développe dans la théorie et la sociologie de la démocratie un débat (particulièrement actif dans les années 1960) sur la nature et la composition de l'élite dirigeante. Certains travaux mettent l'accent sur l'unité de l'élite, et d'autres sur la pluralité de celle-ci.

La conception « moniste » est représentée par des travaux d'inspiration néo-marxiste (dans la continuité de l'analyse présentée par exemple dans *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, ou *Les luttes de classes en France*) utilisant la notion de classe dirigeante, critiquant les élitistes « classiques » pour leur incapacité à rendre compte des causes réelles de la domination de l'élite :

M. Evans, « Karl Marx and political participation », in G. Parry (ed.), *Participation in politics*, Manchester, Manchester U.P., 1972.

R. Miliband, *Class Power and State Power*, London, Verso, 1983.

N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1982.

C.W. Mills, *L'élite du pouvoir* (trad. fr.), Paris, Maspero, 1969.

F. Hunter, *Community Power Structure*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1952.

A l'inverse, la conception « polyarchique », souligne l'existence de plusieurs groupes dirigeants. La démocratie est le lieu d'une compétition entre ces différents groupes, arbitrée par le peuple (comme le dit Aron, « une double constatation : le fait oligarchique et la différenciation des rôles d'autorité »). Le précurseur de cette conception est J. Schumpeter.

J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie* (trad. fr.), Paris, Payot, 1984.

R. Dahl, *Democracy and its critics*, New Haven, Yale University Press, 1989

R. Dahl, « A Democratic Dilemma : System Effectiveness versus Citizen Participation », *Political science quarterly*, 109, 1994.

G. Sartori, *The Theory of Democracy Revisited*, Chatham, Chatham House, 1987.

R. Aron, « Catégories dirigeantes ou classe dirigeante ? », *Revue française de science politique*, 1, 1965.

R. Aron, « Classe sociale, classe politique, classe dirigeante », *Archives européennes de sociologie*, 1, 1960.

Le débat monisme/pluralisme a donné lieu à différentes présentations et commentaires, replacés dans le cadre plus général d'une réflexion théorique sur la représentation et d'une confrontation avec des données empiriques :

- F. D'Arcy (dir.), *La représentation*, Paris, Economica, 1985.
- C. Beck, T. McKechnie, *Political Elites : A Select Computerized Bibliography*, Cambridge, Mass., 1968.
- B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.
- D. Gaxie, *La démocratie représentative*, Paris, Monchrestien, 1994.
- G. Parry, *Political Elites*, London, Allen and Unwin, 1969.
- P. Bachrach, *Theory of Democratic Elitism*, London, University of London Press, 1969.
- D. Gaxie, *Les professionnels de la politique*, Paris, PUF, 1973.
- H. Pitkin, *The Concept of Representation*, Berkeley, University of California Press, 1967.
- T. B. Bottomore, *Elites and Society*, London, Routledge, 1993 (2^{ème} éd.).
- C. Ysmal, « Elites et leaders », in Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, t.3.
- P. Birnbaum, « Sur l'étude des élites », in *Dimensions du pouvoir*, Paris, PUF, 1984.
- B. Manin, A. Przeworski, S. Stokes (eds.), *Democracy, Accountability and Representation*, Cambridge, Cambridge U.P., 1999.

Par ailleurs, de nombreuses études illustrent et discutent ces thèses sur un plan plus strictement empirique :

- P. Birnbaum, *La classe dirigeante en France*, Paris, PUF, 1978.
- E. Suleiman, *Les élites en France. Grands corps et grandes écoles* ; Paris, Seuil, 1979.
- M. Czudnowski, *Does Who Governs Matter ? Elites circulation in contemporary societies*, DeKalb, Ill. Northern Illinois University Press, 1982.
- M. Dogan, *Pathways to Power : Selecting Rulers in Pluralist Democracies*, Boulder, Westview, 1989.
- R. D. Putnam, *The Comparative Study of Political Elites*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1976.

Au-delà du débat interne aux théories « élitistes » de la démocratie, certains travaux critiquent le postulat élitiste lui-même, au motif qu'il est « idéologique ». Le débat se déplace donc sur un terrain normatif :

- Q. Skinner, « The empirical theorists of democracy and their critics », *Political theory*, 1, 1973.
- G. Duncan et S. Lukes, *Democratic Theory and Practice*, Cambridge, Cambridge U.P., 1983.
- R. Walker, « A critique of the elitist theory of democracy », *American Political Science Review*, 1966, 60.
- C. Pateman, « The civic culture : a philosophical critique », in G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture Revisited*, Boston, Brown, 1980.

Cette critique est sous-tendue par une conception considérant la participation du peuple et l'exercice d'une citoyenneté active comme point central de la théorie démocratique. Elle se fonde fréquemment sur des références historico-philosophiques, notamment la mise en valeur d'une conception participationniste de la citoyenneté via une constitution de la Grèce antique en modèle. C'est notamment le cas de Finley, et, dans une moindre mesure d'Arendt, deux auteurs très influents au sein du courant « participationniste », ou, dans le cas de Negri, dans une vaste relecture de l'histoire des théories de la souveraineté et de la représentation :

- C. Mc Pherson, *The Life and Times of Liberal Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1977
- H. Arendt, *Essai sur la révolution*, (trad. fr.), Paris, Gallimard, 1967.
- H. Arendt, *Qu'est ce que la politique ?*, (trad. fr.), Paris, Seuil, 1995.
- M. Finley, *Démocratie antique et démocratie moderne. Tradition de la démocratie grecque*, (trad. fr.), Paris, Payot, 1976.
- C. Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970.
- B. Ackerman, *Au nom du peuple : les fondements de la démocratie américaine* (trad. fr.), Paris, Calmann-Lévy, 1998.
- B. Barber, *Démocratie forte*, (trad. fr.) Paris, Desclée de Brouwer, 1997.
- P. Bachrach, *Power and Empowerment: A Radical Theory of Participatory Democracy*, Philadelphia, Temple University Press, 1992.
- C. Mouffe (ed.), *Dimensions of Radical Democracy*, London/New York, Verso, 1992.
- Negri, *Le pouvoir constituant. Essai sur les alternatives de la modernité*, Paris, PUF, 1997.

La conception participationniste peut être retrouvée dans une enquête empirique de vaste ampleur menée par Robert Putnam, qui a bénéficié d'une audience considérable :

- R.D. Putnam, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993

R.D. Putnam, *Bowling Alone: the Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000.

On peut aussi citer, dans le renouveau de la conception « participationniste », quoique de manière différente, des historiens de la pensée politique ayant contribué à la « redécouverte » d'une tradition de pensée républicaine, dont le cœur théorique est la participation des citoyens :

Q. Skinner, *La liberté avant le libéralisme*, (trad.fr.), Paris, Seuil, 2000.

Q. Skinner, « On justice, the common good, and the priority of liberty », in Chantal Mouffe (ed.), *Dimensions of Radical Democracy*, London/New York, Verso, 1992.

J. Pocock, *Le moment machiavélien : la pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, (trad.fr.), Paris, PUF, 1997.

La question de la délibération, dans le sillage des travaux d'Habermas, joue dorénavant un rôle important dans les formulations actuelles de la conception participationniste. Il s'agit de penser un modèle démocratique alternatif (entre le modèle libéral et le modèle républicain) qui mette l'accent sur la capacité délibérative des citoyens et l'organisation de procédures de discussion publique (dans ce cadre, la valorisation de la « délibération » va souvent de pair avec une re-valorisation du concept de « société civile », lui-même repensé par rapport à sa définition hégélienne). A ces réflexions sur la démocratie délibérative s'ajoute un thème assez proche : celui d'une analyse (et d'une possible revalorisation) des procédures de démocratie directe, ou de modes alternatifs de sélection des dirigeants (tirage au sort).

J. Habermas, *Droit et démocratie*, (trad.fr.), Paris, Gallimard, 1997.

J. Habermas, « Trois modèles normatifs de la démocratie » (trad. fr.), in *L'intégration républicaine*, Paris, Fayard, 1998.

J. Fishkin, *Democracy and Deliberation: New Directions for Democratic Reform*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1991.

J. Bohman, *Public Deliberation. Pluralism, Complexity and Democracy*, Cambridge, MIT Press, 1996.

J. Bohman, W. Rehg (ed.), *Deliberative Democracy. Essays on Reason and Politics*. Cambridge, MIT Press, 1997.

J. Cohen, Andrew Arato, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, MIT Press, 1992.

J Elster (ed.), *Deliberative democracy*, Cambridge, Cambridge UP, 1998.

J. Dryzek, *Discursive democracy*, Cambridge, Cambridge UP, 1990.

B. Manin, « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Le Débat*, 33, 1985.

Y. Papadopoulos, *Démocratie directe*, Paris, Economica, 1998.

- I. Budge, *The New Challenge of Direct democracy*, Cambridge, Polity Press, 1996.
- J. Cohen, C. F. Sabel, "Directly-deliberative polyarchy", *European Law Journal*, 4, 1997.
- L. Morel, « Vers une démocratie directe partisane ? En relisant Ian Budge », *Revue française de science politique*, 4-5, 2000.

L'expansion de cette conception délibérative est reliée par ses promoteurs à différentes évolutions sociétales, dont le développement de « nouveaux » mouvements sociaux qui favoriseraient en leur sein ces procédures délibératives et communicationnelles et, par là même, chercheraient à renouveler les formes existantes de représentation politique (on rejoint ici une réflexion plus large sur la « crise de la représentation politique », entendue comme une crise des institutions représentatives classiques).

- J. Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987 (spécialement tome 2).
- C. Offe, « Les nouveaux mouvements sociaux : un défi à la politique institutionnelle », in *Les démocraties modernes à l'épreuve* (trad. fr.), Paris, L'Harmattan, 1997.
- J. Cohen, « Strategy or identity? New theoretical paradigms and contemporary social movements », *Social research*, 52, 1985.
- Arato, J. Cohen, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, MIT Press, 1992.

La conception délibérative est toutefois fortement discutée par des travaux qui mettent l'accent sur ses limites empiriques (dues notamment aux effets de différenciation sociologique), et/ou sur la nécessité de l'élargir, vers une prise en compte accrue de la sphère publique (NB : on ne recensera pas ici les travaux consacrés à la problématique du « multiculturalisme » et de la « différence ». Voir sur ce point la contribution d'Alexandre Jaunait). :

- J. Bohman, « The coming age of deliberative democracy », *The journal of political philosophy*, 4, 1998.
- C. Calhoun (ed.), *Habermas and the public Sphere*, Cambridge, MIT Press, 1992.
- M. Williams, *Voice, Trust and Memory. Marginalized Groups and the Failure of Liberal Democracy*, Princeton, Princeton UP, 1998.
- Y. Sintomer, *La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*, Paris, La Découverte, 1999.
- L. Blondiaux, « La démocratie par le bas : prise de parole et délibération dans les conseils de quartier du vingtième arrondissement de Paris », *Hermès*, 26-27, 2000.
- L. Blondiaux, Y. Sintomer (dir.), « Démocratie et délibération », *Politix*, 57, 2002.

Au-delà, de nouvelles questions sont bien sûr posées par les différents processus afférents à la « crise de l'Etat-nation » en tant que forme hégémonique de représentation politique, notamment, en ce qui concerne la France, avec le processus

d'eupéanisation. Sans pouvoir citer exhaustivement une littérature pléthorique, on se contentera de quelques titres qui traitent du niveau européen ou du niveau « transnational » :

J-M. Ferry, *La question de l'Etat européen*, Paris, Gallimard, 2000.

Negri, M. Hardt, *Empire*, Paris, Exils, 2000.

Giddens, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994.

S. Sassen, *Losing Control? Sovereignty in an Age of Globalization*, New York, Columbia U.P., 1996.

Barber, "Can democracy survive globalization?" *Gouvernement and Opposition*, 3, 2000.

L. Siedentop, *Democracy in Europe*, London, Allen Lane, 2000.

Bibliographie récapitulative :

NB : Cette bibliographie est présentée sous forme chronologique, afin de faire ressortir la dynamique chronologique des débats présentés ci-dessus. Il faut toutefois tenir compte des dates de traduction française qui peuvent différer le classement d'un ouvrage (voir notamment Michels, 1971, ou Arendt, 1995). Cependant, la liste permet de donner une vue assez claire de la succession des controverses, du débat théorique et empirique autour de l'élitisme à la multiplication des travaux consacrés à la problématique de la « démocratie délibérative ».

G. Mosca, *The Ruling Class*, New York, Mc Graw Hill, 1939.

F. Hunter, *Community Power Structure*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1952.

R. Aron, « Classe sociale, classe politique, classe dirigeante », *Archives européennes de sociologie*, 1, 1960.

R. Aron, « Catégories dirigeantes ou classe dirigeante ? », *Revue française de science politique*, 1, 1965.

R. Walker, « A critique of the elitist theory of democracy », *American Political Science Review*, 1966, 60.

H. Arendt, *Essai sur la révolution*, (trad. fr.), Paris, Gallimard, 1967.

H. Pitkin, *The Concept of Representation*, Berkeley, University of California Press, 1967.

V. Pareto, *Traité de sociologie générale*, (trad. fr.), Genève, Droz, 1968.

C. Beck, T. McKechnie, *Political Elites: A select Computerized Bibliography*, Cambridge, Mass., 1968.

C.W. Mills, *L'élite du pouvoir* (trad. fr.), Paris, Maspero, 1969.

G. Parry, *Political elites*, London, Allen and Unwin, 1969.

P. Bachrach, *Theory of democratic elitism*, London, University of London Press, 1969.

- C. Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970.
- R. Michels, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, (trad. fr.), Paris, Flammarion, 1971.
- M. Evans, « Karl Marx and political participation », in G. Parry (ed.), *Participation in politics*, Manchester, Manchester U.P., 1972.
- Q. Skinner, « The empirical theorists of democracy and their critics », *Political theory*, 1, 1973.
- D. Gaxie, *Les professionnels de la politique*, Paris, PUF, 1973.
- R. D. Putnam, *The Comparative Study of Political Elites*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1976.
- M. Finley, *Démocratie antique et démocratie moderne. Tradition de la démocratie grecque*, (trad. fr.), Paris, Payot, 1976.
- C. Mc Pherson, *The Life and Times of Liberal Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1977.
- P. Birnbaum, *La classe dirigeante en France*, Paris, PUF, 1978.
- E. Suleiman, *Les élites en France. Grands corps et grandes écoles* ; Paris, Seuil, 1979.
- C. Pateman, « The civic culture: a philosophical critique », in G. Almond et S. Verba, *The civic culture revisited*, Boston, Brown, 1980.
- M. Czudnowski, *Does Who Governs Matter? Elites circulation in contemporary societies*, DeKalb, Ill. Northern Illinois University Press, 1982.
- N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1982.
- R. Miliband, *Class Power and State Power*, London, Verso, 1983.
- G. Duncan et S. Lukes, *Democratic theory and practice*, Cambridge, Cambridge U.P., 1983.
- J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie* (trad. fr.), Paris, Payot, 1984.
- P. Birnbaum, « Sur l'étude des élites », in *Dimensions du pouvoir*, Paris, PUF, 1984.
- B. Manin, « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Le Débat*, 33, 1985.
- J. Cohen, « Strategy or identity? New theoretical paradigms and contemporary social movements », *Social research*, 52, 1985.
- F. D'Arcy (dir.), *La représentation*, Paris, Economica, 1985.
- C. Ysmal, « Elites et leaders », in Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, t.3.
- J. Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987.
- G. Sartori, *The Theory of Democracy Revisited*, Chatham, Chatham House, 1987.
- R. Dahl, *Democracy and its Critics*, New Haven, Yale University Press, 1989.
- M. Dogan, *Pathways to Power: Selecting Rulers in Pluralist Democracies*, Boulder, Westview, 1989.

- J. Dryzek, *Discursive democracy*, Cambridge, Cambridge UP, 1990.
- J. Fishkin, *Democracy and deliberation: new directions for democratic reform*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1991.
- P. Bachrach, *Power and Empowerment: A Radical Theory of Participatory Democracy*, Philadelphia, Temple University Press, 1992.
- Q. Skinner, « On justice, the common good, and the priority of liberty », in Chantal Mouffe (ed.), *Dimensions of radical democracy*, London/New York, Verso, 1992.
- J. Cohen, Andrew Arato, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, MIT Press, 1992.
- C. Mouffe (ed.), *Dimensions of Radical Democracy*, London/New York, Verso, 1992.
- Arato, J. Cohen, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, MIT Press, 1992.
- Calhoun (ed.), *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, MIT Press, 1992.
- R. D. Putnam, *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993
- T. B. Bottomore, *Elites and Society*, London, Routledge, 1993 (2^{ème} éd.).
- R. Dahl, « A democratic dilemma: system effectiveness versus citizen participation », *Political science quarterly*, 109, 1994.
- Gaxie, *La démocratie représentative*, Paris, Monchrestien, 1994.
- Giddens, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.
- H. Arendt, *Qu'est ce que la politique ?*, (trad. fr.), Paris, Seuil, 1995.
- Budge, *The New Challenge of Direct Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1996.
- J. Bohman, *Public Deliberation. Pluralism, Complexity and Democracy*, Cambridge, MIT Press, 1996.
- S. Sassen, *Losing Control? Sovereignty in an Age of Globalization*, New York, Columbia U.P., 1996.
- J. Bohman, W. Regh (ed.), *Deliberative Democracy. Essays on Reason and Politics*. Cambridge, MIT Press, 1997.
- J. Cohen, C. F. Sabel, "Directly-deliberative polyarchy", *European Law Journal*, 4, 1997.
- Barber, *Démocratie forte*, (trad.fr.) Paris, Desclée de Brouwer, 1997.
- J. Pocock, *Le moment machiavélien : la pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, (trad.fr.), Paris, PUF, 1997.
- A. Negri, *Le pouvoir constituant. Essai sur les alternatives de la modernité*, Paris, PUF, 1997.
- J. Habermas, *Droit et démocratie*, (trad.fr.), Paris, Gallimard, 1997.
- C. Offe, « Les nouveaux mouvements sociaux : un défi à la politique institutionnelle », in *Les démocraties modernes à l'épreuve* (trad. fr.), Paris, L'Harmattan, 1997.

- J. Bohman, « The coming age of deliberative democracy », *The journal of political philosophy*, 4, 1998.
- Y. Papadopoulos, *Démocratie directe*, Paris, Economica, 1998.
- J. Habermas, « Trois modèles normatifs de la démocratie » (trad. fr.), in *L'intégration républicaine*, Paris, Fayard, 1998.
- J Elster (ed.), *Deliberative democracy*, Cambridge, Cambridge UP, 1998.
- M. Williams, *Voice, Trust and Memory. Marginalized Groups and the Failure of Liberal Democracy*, Princeton, Princeton UP, 1998.
- B. Ackerman, *Au nom du peuple : les fondements de la démocratie américaine* (trad. fr.), Paris, Calmann-Lévy, 1998.
- B. Manin, A. Przeworski, S. Stokes (eds.), *Democracy, Accountability and Representation*, Cambridge, Cambridge U.P., 1999.
- Y. Sintomer, *La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*, Paris, La Découverte, 1999.
- L. Blondiaux, « La démocratie par le bas : prise de parole et délibération dans les conseils de quartier du vingtième arrondissement de Paris », *Hermès*, 26-27, 2000.
- R. D. Putnam, *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000.
- Q. Skinner, *La liberté avant le libéralisme*, (trad.fr.), Paris, Seuil, 2000.
- L. Morel, « Vers une démocratie directe partisane ? En relisant Ian Budge », *Revue française de science politique*, 4-5, 2000.
- J-M. Ferry, *La question de l'Etat européen*, Paris, Gallimard, 2000.
- A. Negri, M. Hardt, *Empire*, Paris, Exils, 2000.
- B. Barber, "Can democracy survive globalization?", *Gouvernement and Opposition*, 3, 2000.
- L. Siedentop, *Democracy in Europe*, London, Allen Lane, 2000.
- L. Blondiaux, Y. Sintomer (dir.), « Démocratie et délibération », *Politix*, 57, 2002.

La démocratie en France : idéologies, histoire, évolutions

(Didier Mineur)

La notion de démocratie est indissociable, en France, de celle de république, tant du point de vue de son histoire que de sa philosophie. La distinction entre démocratie et république remonte pourtant aux Anciens qui perçoivent la démocratie comme la tyrannie de la multitude, gouvernée par ses désirs, qui mène à celle d'un seul (Platon), ou comme une perversion du véritable gouvernement populaire qui a pour fin le bien commun (Aristote) ; plus ou moins reprise par les modernes, qui entendent par le mot démocratie le gouvernement direct du peuple (Kant distingue ainsi les régimes politiques selon le détenteur de la souveraineté – monarchie, aristocratie, démocratie – et selon la manière d'exercer le pouvoir – despotique ou républicaine, et la démocratie qui identifie gouvernants et gouvernés lui semble le régime le plus proche du despotisme), elle connaît un nouveau souffle dans les débats contemporains, où elle est polysémique.

Ainsi, un premier usage de l'opposition, à l'avantage de la République sous la plume de ceux qui l'entretiennent, sert à un certain nombre d'intellectuels, à la suite de Régis Debray (*Les Empires contre l'Europe*, 1985), à désigner une spécificité française (républicaine), caractérisée par son universalisme aveugle aux différences de race, de culture ou d'origine, par l'emprise de l'Etat sur la société, la participation citoyenne, par opposition à un modèle américain (« démocratique » dans leur pensée), où les communautés réclameraient en tant que telles reconnaissance et égalité de traitement, et caractérisé par le primat du privé sur le public. Certains dans ce courant allient républicanisme exacerbé et nationalisme, exaltant une tradition nationale qui remonte au Moyen – Age¹, et qui, unie à l'idée républicaine, commande « l'amour de la France » (Max Gallo, *L'amour de la France expliqué à mon fils*, Paul-Marie Coûteaux, *Traité de savoir disparaître à l'usage d'une vieille génération*). La « démocratie », qu'ils ne définissent que par opposition à leur conception de la république, fait office de repoussoir et désigne tout à la fois le multiculturalisme et le libéralisme économique, voire le libéralisme culturel, et sert tout autant à stigmatiser le contre-modèle américain (tout particulièrement en matière d'intégration) que l'unification européenne (en matière économique en particulier).

Au delà de cet usage polémique de la notion de république, et de son opposition à celle de démocratie, au fondement conceptuel incertain, la référence à la république comme valeur dans le débat contemporain connaît un nouvel essor depuis la célébration du Bicentenaire de la Révolution française. Si des politiques comme Jean-Pierre Chevènement en ont fait usé dans une optique assez proche de celle d'un Régis Debray, si des associations comme le défunt club « Phares et balises », ou aujourd'hui la Fondation Marc-Bloch, et des journalistes comme Jean-François Kahn, dans son hebdomadaire *Marianne*, tentent de rassembler autour d'elle les adversaires de droite et de gauche de la pensée libérale et de la construction européenne, des historiens et des philosophes comme Mona Ozouf, Claude Nicolet, Maurice Agulhon et Blandine Kriegel travaillent à lui rendre un contenu positif. D'autres, comme Pierre-André Taguieff, lui sont venus à la suite de ce qu'ils considèrent comme l'échec d'un certain anti-racisme (*La République menacée*). Ce que l'on peut qualifier, à la suite d'Hugues Jallon et Pierre Mounier, de « néo-républicanisme² » constitue donc une mouvance aux contours flous, dont la labilité est illustrée par les parcours personnels, de Régis Debray, ancienne figure de proue du gauchisme qui fait amende honorable à la mémoire du général de Gaulle³ comme dernier grand

¹ « Montjoie ! Saint-Denis ! » est le cri de ralliement que propose Paul-Marie Coûteaux (*L'Europe vers la guerre*, Michalon, Paris, 1997).

² *Les enrégés de la République*, Paris, la Découverte, 1999

³ *A demain de Gaulle*, Paris, Gallimard, 1990.

mythe politique français, à Paul-Marie Coûteaux, tour à tour directeur de cabinet de Jean-Pierre Chevènement et de Philippe Séguin, en passant par Max Gallo, jadis porte-parole du gouvernement Mauroy, cofondateur du MDC, aujourd'hui biographe enthousiaste de Napoléon et du général de Gaulle.

Un autre usage de la distinction démocratie/république, beaucoup moins illustré, consiste au contraire à dénoncer la tradition française de précellence de la volonté du législateur, qui disqualifie la jurisprudence et rabaisse la fonction judiciaire au rang d'une simple dépendance de l'autorité. A cet égard, le contrôle de constitutionnalité accroîtrait le caractère démocratique de la République française (Laurent Cohen-Tanugi, *la métamorphose de la démocratie française : de l'Etat jacobin à l'état de droit*) et témoignerait d'une évolution souhaitable.

De telles acceptions du terme démocratie sont cependant très récentes. Au cours de son histoire, la République française se pense comme la forme naturelle de la démocratie, elle-même comprise comme gouvernement populaire et accession de tous à la citoyenneté. Après une première partie consacrée à la distinction république/démocratie, divisée en trois rubriques consacrées respectivement aux origines de la distinction dans la philosophie (I-1), au débat actuel (I-2) de la réintroduction de la distinction par Régis Debray dans le débat public (I-2-A) à ses avatars les plus récents (I-2-B), et à cette autre acception de la distinction, qui valorise une évolution « démocratique » de la République française vers « l'Etat de droit » (I-2-C), ainsi qu'à des tentatives d'histoire de la distinction (I-3), il nous a cependant semblé utile de distinguer deux parties consacrées à l'une et à l'autre. La deuxième partie (II - La république) fait donc état de l'histoire de l'idée et de la philosophie républicaines (II-1), ainsi que de cette compréhension particulière de la démocratie, dont procèdent aussi les références à la république comme valeur (II-2), et comporte enfin une perspective comparative pour prendre la mesure de cette spécificité - ou la relativiser (II-3). Nous avons pris le parti d'écarter les ouvrages d'histoire des Républiques françaises pour ne mentionner que ceux qui portent sur l'histoire de l'idée républicaine.

La troisième partie (III - La République française : une démocratie singulière) cherche à rendre raison de la polysémie du terme de démocratie, qui signifiait aussi au XIX^e siècle l'ascension des classes moyennes et l'égalisation des conditions, ainsi que le gouvernement constitutionnel sous quelque régime que ce soit, qui manifestait cette ascension. Nous l'avons donc divisée en deux parties. La première (III-1) rassemble des essais de tonalité générale, qui constituent quelquefois autant une réflexion sur la société française à un moment donné que sur ses institutions (III-1-A), des ouvrages portant sur l'histoire de la démocratie française, marquée par la tradition étatique - on retrouve ici la rubrique consacrée à l'idéologie républicaine - (III-1-B), et tente de retracer les évolutions institutionnelles récentes, comme l'introduction du contrôle de constitutionnalité (III-1-C). La deuxième (III-2), « Le fonctionnement de la démocratie française aujourd'hui » regroupe d'abord les ouvrages portant sur le rapport des citoyens à l'engagement et à la classe politique (III-2-A), puis tout ce qui concerne les institutions actuelles et leur fonctionnement (III-2-B). Nous avons cependant laissé de côté les ouvrages trop circonstanciels, comme tous ceux qui traitent des forces politiques à un moment donné, ainsi que les nombreux manuels ou ouvrages descriptifs du fonctionnement des institutions pour nous attacher à ceux qui témoignent d'une transformation de leur pratique⁴.

⁴ Les dossiers constitués par des contributions multiples, ainsi que les actes de colloques, ne sont pas cités sous les noms de leurs contributeurs (ce qui aurait obligé à les citer plusieurs fois), mais sous le titre collectif qui les a regroupés. Ils sont classés à la fin de chaque rubrique, à la suite de la liste alphabétique d'auteurs singuliers. Chaque rubrique (à l'exception de la première, consacrée aux références philosophiques classiques) se termine par un classement chronologique qui récapitule l'ensemble des références citées.

I – La distinction Démocratie / République

I.1. Distinction classique

Platon, *La République*, Livre VIII, 555 b sq

Pour Platon, si la « *politeia* » (la République) est le gouvernement de l'intellect, la démocratie est au contraire celui de l'*epitumia*, des désirs particuliers et anarchiques de la multitude.

Aristote, *Politique*, Livre III, chapitres 6 à 8, 1279 a 8 sq

Aristote ne donne pas d'autre nom au gouvernement populaire que « *politeia* », qui a pour fin l'intérêt commun, par opposition à la « démocratie » qui a pour fin les intérêts particuliers, comme s'il voulait désigner le régime par excellence, la chose publique. Ainsi la bonne version de la démocratie serait le régime constitutionnel en lui-même, la « République ». où tous délibèrent en vue du bien commun ; avec une supériorité de la délibération générale sur toute autre forme.

Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Livres III et IV

La démocratie, pour Montesquieu, est, avec l'aristocratie, l'un des deux cas d'espèce possibles de la république. Elle est comprise comme gouvernement du peuple, qui désigne ses magistrats par le sort, tandis que l'aristocratie est le gouvernement d'une partie du peuple, qui désigne les siens par choix ; leur appartenance au genre commun de la république est fondée sur la communauté de leur principe, la *vertu*. Ce qui caractérise en effet le bon gouvernement est sa capacité à se maintenir, chose qui dépend du respect des lois. Or, le peuple qui dans la démocratie fait les lois doit aussi s'y soumettre lui-même, ce qui fait courir le risque qu'il ne se soucie pas de les faire exécuter. L'aristocratie, quant à elle, n'a pas besoin de vertu pour faire exécuter des lois qu'elle a faites pour le peuple, elle n'en a besoin que pour celles auxquelles elle se soumet elle-même – cette vertu moindre propre à l'aristocratie est la *modération*.

Rousseau, *Du contrat social*, Livre III, chapitres 1 à 4

Pour Rousseau, le peuple est toujours souverain de droit. Tout régime où il l'est de fait, c'est-à-dire où la loi est l'expression de la volonté générale, est républicain. La question du gouvernement est distincte de celle de la souveraineté, et pour déterminer lequel est le meilleur, Rousseau distingue deux critères, la rectitude et l'activité, c'est-à-dire l'efficacité. Un gouvernement est le plus « actif » lorsque sa volonté de corps tend à se confondre avec la volonté particulière des magistrats qui le composent. le gouvernement le plus efficace est donc celui d'un seul, la monarchie. Il est le plus « droit » lorsque sa volonté de corps tend à se confondre avec la volonté générale. Le gouvernement le plus droit est donc la démocratie où tous les citoyens sont magistrats. Mais ce gouvernement le plus droit et le moins efficace court encore un grave danger : l'exercice du pouvoir exécutif consiste en des vues particulières, qui risquent de détourner le corps

du peuple des vues générales. Or, la corruption du législateur par les vues particulières inhérentes à l'exercice du pouvoir exécutif est pire que l'abus des lois par un gouvernement distinct du souverain. C'est pourquoi un gouvernement démocratique, « pris dans la rigueur de l'acception », ne conviendrait qu'à « un peuple de dieux », qui n'aurait pas besoin de gouvernement.

Kant, *Projet de paix perpétuelle*

Doctrines du droit

On peut distinguer de deux façons les différents régimes politiques : par le nombre de ceux qui exercent le pouvoir (*forma imperii*), ou par la manière dont ils l'exercent (*forma regiminis*). Ce dernier critère permet d'opposer régimes despotiques et régimes républicains, selon que le pouvoir exécutif est séparé du pouvoir législatif (républicanisme), ou non (despotisme). La démocratie, où le peuple gouverne lui-même, c'est-à-dire où gouvernants et gouvernés sont les mêmes, amène nécessairement les gouvernants à se prendre eux-mêmes pour fin de leur pouvoir, c'est-à-dire à confondre l'intérêt de tous avec leurs intérêts particuliers, et est donc le régime le plus sûrement despotique. La condamnation par Kant de la démocratie dans le *Projet de paix perpétuelle* s'éclaire à la lecture de la *Doctrines du droit*, où l'on comprend que la volonté collective du peuple, qui est une Idée de la raison, nécessite d'être portée par un représentant, monarque ou assemblée, pour ne pas rester lettre morte. La démocratie directe, qui fait l'économie de cette médiation, risque de n'être que le gouvernement de la multitude.

I.2. Références pour le débat actuel

A – l'invention de la distinction

Régis Debray, *Les Empires contre l'Europe*, Paris, Gallimard, 1985

« Etes-vous démocrate ou républicain ? », in *Le Nouvel Observateur*, 30 novembre 1989.

Le républicain est celui qui croit aux fins communes d'une communauté civique et laïque, par opposition au démocrate qui ne croit qu'à la poursuite de fins individuelles dans un cadre minimal, ce qui correspond au libéralisme classique, mais est propice au développement et à la juxtaposition contingente de communautés formées autour d'une tradition ou déterminées par des facteurs naturels. Ainsi, les libertés sans participation à la chose publique et sans projet commun, qui présuppose l'émancipation des individus par rapport à la nature et à l'histoire, les vident de leur substance. En un mot, « la démocratie, c'est ce qui reste de la République quand on a éteint les Lumières ».

Que vive la République, Paris, Odile Jacob, 1989.

A demain de Gaulle, Paris, Gallimard, 1990.

Classement chronologique :

REGIS DEBRAY, 1985, 1989, 1990

B – Ses avatars

Jean-Marie Colombani, *Les infortunes de la République*, Paris, Grasset, 2000.

Jean-Marie Colombani est l'un des rares intellectuels à accepter l'opposition pour prendre parti pour la « démocratie » contre la « République ». Il envisage la question corse comme miroir du modèle français, et se prononce pour une République plurielle, démocrate et « girondine ».

Paul-Marie Coûteaux, *L'Europe vers la guerre*, Paris, Michalon, 1997.

Traité de savoir-disparaître à l'usage d'une vieille génération, Paris, Michalon, 1998.

Christian Jelen, *Les casseurs de la République*, Paris, Plon, 1997.

Michael F. Leruth, « The neorepublican discourse on french national identity », in *French Politics and Society*, 1998, vol 16, n°4.

Yves Roucaute, *La République contre la démocratie*, Paris, 1996.

Marc Sadoun, « République et démocratie », in *Pouvoirs*, n°100, janvier 2002.

Dossiers :

« République et démocratie », in *Revue des deux mondes*, octobre 1996, pp. 79-111.

Table ronde présidée par Alain Lancelot sur la conciliation de la République et de la démocratie (Blandine Kriegel, J.P. Chevènement, Patrick Devedjian, Nicole Catala, A.G. Slama).

« La République », in *Science(s) politique(s)*, 4 décembre 1993.

Classement chronologique :

SCIENCE(S) POLITIQUE(S), 1993

REVUE DES DEUX MONDES, 1996

YVES ROUCAUTE, 1996

PAUL-MARIE COÛTEAUX, 1997

CHRISTIAN JELEN, 1997

MICHAEL LERUTH, 1998

JEAN-MARIE COLOMBANI, 2000

MARC SADOON, 2002

C- Démocratie, République et Etat de droit

Laurent Cohen-Tanugi, *La métamorphose de la démocratie française : de l'Etat jacobin à l'Etat de droit*, Paris, Gallimard, 1993.

Dominique Turpin, « République et démocratie aujourd'hui : le juridique et le politique », in *Petites Affiches*, 19 février 1993, n° 22.

Classement chronologique :

LAURENT COHEN-TANUGI, 1993

DOMINIQUE TURPIN, 1993

I.3. Histoire des idées et genèse de la distinction

Paul Dubouchet, *De Montesquieu le moderne à Rousseau l'ancien : la démocratie et la République en question*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Jacques Julliard, *La faute à Rousseau : essai sur les conséquences historiques de l'idée de souveraineté populaire*, Paris, Seuil, 1985.

Raymond Polin, *La République entre démocratie sociale et démocratie aristocratique*, Paris, PUF, 1997.

Classement chronologique :

JACQUES JULLIARD, 1985

RAYMOND POLIN, 1997

PAUL DUBOUCHET, 2001

II – La République

II.1. Idéologie, histoire

Maurice Agulhon, *la République*, Paris, Hachette, 1992.

La République : de Jules Ferry à François Mitterrand, Paris, Hachette, 1990.

« Républicain à la française », in *Tocquevill review* 13 (1), 1992.

Jules Barni, *La morale dans la démocratie*, suivi du *Manuel républicain*, 1868 et 1872, Paris, Kimé, 1992.

Alexandre Boza, *Tout pour tous ? : la citoyenneté républicaine dans les textes de Jaurès et des solidaristes*, Mémoire de DEA, 1997, sous la direction de Marc Sadoun.

Christophe Charle, *la France démocratique : combats, mentalités, symboles* ; bibliographie de textes de Maurice Agulhon, Paris, publications de la Sorbonne, 1998.

Roland Debbasch, *Le principe révolutionnaire d'unité et d'indivisibilité de la république : essai d'histoire politique*, préface de Michel Debré, Paris, Economica, 1988. Texte remanié d'une thèse de Droit, Aix-Marseille, 1987.

Bianca Maria Fontana, *The Invention of the Modern Republic*, Cambridge University press, 1994.

Michel-Henri Fabre, *La République : sa perception constitutionnelle par les Français*, Aix-en-Provence, 1988.

Jules Ferry, *La République des citoyens*, Paris, Imprimerie nationale, 1996. Recueil de discours de Jules Ferry établi par Odile Rudelle.

Hugues Jallon, Pierre Mounier, *Les enragés de la République*, Paris, La découverte, 1999.

Blandine Kriegel, *La cité républicaine : essai pour une philosophie politique : les chemins de l'Etat*, Paris, Galilée, 1998.

Philosophie de la République, Paris, Plon, 1998.

Blandine Kriegel s'attaque dans ce livre aux idées reçues selon lesquelles l'idée républicaine daterait de la Révolution française et ne se serait pleinement épanouie qu'en France. Bien au contraire, son âge d'or correspond à l'Age classique et s'élabore en France dans une pensée juridique qui prend sa source chez les légistes capétiens et aboutit, dans le cadre de la monarchie absolue, à la constitution de la souveraineté de l'Etat. L'idée républicaine, indissociable du droit politique moderne, ajoute au droit romain un droit public qui se décline en droit de l'Etat, droits de l'homme, du citoyen et du peuple.

Denis Lacorne, *L'invention de la République : le modèle américain*, Paris, Hachette, 1991.

Jean-Pierre Machelon, *La République contre les libertés ? Les restrictions aux libertés publiques de 1870 à 1914*, Paris, Presses de la FNSP, 1976.

Claude Nicolet, *La passion de la République : un itinéraire français*, Paris, Editions sociales, 1992.

L'idée républicaine en France, Paris, Gallimard, 1982.

Histoire, nation, République, Paris, Odile Jacob, juin 2000.

Philip Nord, *The republican moment. Struggles for Democracy in Nineteenth-century France*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.

Jacques Ozouf, Mona Ozouf, avec la collaboration de Véronique Aubert et Claire Steindecker, *La république des instituteurs*, Paris, Gallimard-Seuil, 1992.

Mona Ozouf, François Furet *Le siècle de l'avènement républicain*, Paris, Gallimard, 1993.

Mona Ozouf, « L'idée républicaine et le passé national », in *Le Monde*, juin 1998.

Jean-Marie Ponthier, *la République en France*, Paris, Dalloz 1998.

« La République », in recueil Dalloz, Sirey(31), 17 septembre 1992, chronique 48.

Edgar Quinet, *La République. Conditions de la régénération de la France*, Paris, E.Dentu, 1873.

Gérard Raullet, *Apologie de la citoyenneté*, Paris, Cerf, 1999.

Louis Reynaud, *La démocratie en France, ses origines, ses luttes, sa philosophie* Paris, Flammarion, 1938.

Paul Robiquet, *Discours et opinions de Jules Ferry*, Paris, Armand Colin, 1893.

Claude Rousseau, Claude Polin, *Les illusions républicaines*, Paris, la Roche Rigault, 1993.

Odile Rudelle, Serge Berstein, *le modèle républicain*, Paris, PUF, 1992.

Odile Rudelle, *la République absolue*, Paris, publications de la Sorbonne, 1982.

Marc Sadoun (dir.) *la démocratie en France*, Paris, Gallimard, 2000.

Il s'agit pour les contributeurs de cet ouvrage de cerner la spécificité du modèle républicain, en même temps que sa participation à un genre commun, celui de la démocratie. Pierre Bouretz compare les modèles français et américain, et souligne que le rapport français au politique est celui d'une « fascination pour l'image d'un pouvoir incarné, organiquement lié à la société ». Yves Déloye et Olivier Ihl s'intéressent à la question religieuse, qui l'illustre parmi d'autres, puisque la séparation entre Eglise et Etat a davantage qu'ailleurs le sens d'un arrachement aux croyances particulières au profit d'une communauté civique et laïque. Si Nicolas Rousselier s'attache à décrire les logiques de la souveraineté, Dominique Colas et Geneviève Fraisse rappellent que d'aucuns en furent longtemps exclus (les « sujets » de l'empire colonial pour le premier, les femmes pour la seconde). Jean-François Sirinelli et Jean Baudouin se consacrent tous deux à l'étude des dissensus qui ont, au cours de son histoire, grevé la République, tandis que Marc Lazar souligne que la République a toujours voulu construire la nation à partir des individus, par l'intermédiaire de l'Etat, allant même jusqu'à tisser le lien politique contre le lien social, pour déceler un retournement de situation où il s'agit désormais de faire du lien social à partir du lien politique.

Saint-Just, *Fragments sur les institutions républicaines*, Paris, Fayolle, 1800, pour la première édition. Œuvres complètes, Paris, Georges Lebovici, 1984.

André Stanguennec (dir.) *Le droit et la République : Société nantaise de philosophie 1998-1999* Textes de Alain Renaut, André Stanguennec, B. Gnassounou, Nantes, Pleins feux, 2000.

Dossiers :

« La République » in *Philosophie politique*, 1993 (4).

« L'heure républicaine : livre blanc », in *Humanisme*, septembre 1992.

« Materiali per un lessico politico europeo : Repubblica / repubblicanesimo », in *Filosofia politica*, 1998, n°1.

« Théories de la libre république du Quattrocento aux Lumières », *in Revue de synthèse*
1997 04/09 n°2 et 3.

Classement chronologique :

ANTOINE SAINT-JUST, 1800
 JULES BARNI, 1868
 EDGAR QUINET, 1873
 PAUL ROBIQUET, 1893
 LOUIS REYNAUD, 1938
 JEAN-PIERRE MACHELON, 1976
 CLAUDE NICOLET, 1982
 ODILE RUDELLE, 1982
 ROLAND DEBBASCH, 1988
 MICHEL-HENRI FABRE, 1988
 MAURICE AGULHON, 1990
 DENIS LACORNE, 1991
 MAURICE AGULHON, 1992
HUMANISME, 1992
 CLAUDE NICOLET, 1992
 JACQUES OZOUF, MONA OZOUF, 1992
 ODILE RUDELLE, SERGE BERSTEIN, 1992
PHILOSOPHIE POLITIQUE, 1993
 MONA OZOUF, FRANÇOIS FURET, 1993
 CLAUDE ROUSSEAU, CLAUDE POLIN, 1993
 BIANCA MARIA FONTANA, 1994
 PHILIP NORD, 1995
 ODILE RUDELLE 1996
 ALEXANDRE BOZA, 1997
REVUE DE SYNTHÈSE, 1997
 CHRISTOPHE CHARLE 1998
FILOSOFIA POLITICA, 1998

BLANDINE KRIEGEL, 1998

MONA OZOUF, 1998

JEAN-MARIE PONTHER, 1998

HUGUES JALLON, PIERRE MOUNIER, 1999

GERARD RAULET, 1999

CLAUDE NICOLET, 2000

MARC SADOON, 2000

ANDRE STANGUENNEC, 2000

II.2. Le recours contemporain à la République comme valeur et la crise des valeurs républicaines

Michel Borgetto, Robert Lafore, *La République sociale*, Paris, PUF, 2000.

Michel Borgetto, « Sécurité sociale et démocratie sociale », *in Revue française de finances publiques*, 1998-11, n°64.

Jean-Pierre Chevènement, *La République contre les bien-pensants*, Paris, Plon, 1999.

Raymond Couderc, *La République dévoyée*, Toulouse, Privat, 2001.

Régis Debray, *Que vive la République*, Paris, Odile Jacob, 1989.

A demain de Gaulle, Paris, Gallimard, 1990.

La République expliquée à ma fille, Paris, Seuil 1998.

Max Gallo, *L'amour de la France expliqué à mon fils*, Paris, Seuil, 1999.

Marcel Gauchet, « Pacification démocratique, désertion civique », *in le Débat*, mai-août 1990.

Arthur Goldhammer, « From Project to Memory : The Crisis of Republican civic consciousness », *in French Politics and Society*, vol 16, n°4, 1998.

Catherine Kintzler, *La République en questions*, Paris, Minerve, 1996.

Kevin Nouvel, Christian Ruby, « La République revisitée », *in Regards sur l'actualité*, décembre 1992.

Philip Mark, « Republicanism and liberation : on leadership and political order. A review » *in Democratization*, 1996, vol 3, n°4.

Pierre Miquel, *Vive la République, quand même !*, Paris, Fayard, 1999.

Odile Rudelle « La République aujourd'hui : mythe ou processus » *in Cahiers du CEVIPOF*, 1997-05, n°16.

Pierre-André Taguieff, *La République menacée*, Paris, Textuel, 1996.

L'antiracisme des années 1980 se réduisait à une inversion de toutes les positions prêtées au mouvement lepéniste, de sorte que l'anti-nationalisme a viré à l'« anti-nationalisme », couplé avec un idéal multiculturel. Or, il ne faut pas ériger le fait multiculturel en norme, qui serait dangereuse. Au contraire, l'Etat-nation garantit largement la diversité des cultures.

Dossiers :

« De la République » in *Humanisme*, septembre 1991.

« Républicains, n'ayons plus peur », *le Monde*, 4 septembre 1998.

« Vive la République ! » in *Cahiers du radicalisme*, 1998 – 12, n°1

Contributions de Maurice Agulhon, Paul-Marie Coûteaux, Serge Berstein, Pierre-André Taguieff, Régis Debray, Alain-Gérard Slama.

Classement chronologique :

RÉGIS DEBRAY, 1989

MARCEL GAUCHET, 1990

RÉGIS DEBRAY, 1990

HUMANISME, 1991

KEVIN NOUVEL, CHRISTIAN RUBY, 1992

CATHERINE KINTZLER 1996

PHILIP MARK 1996

PIERRE-ANDRE TAGUIEFF, 1996

ODILE RUDELLE 1997

CAHIERS DU RADICALISME, 1998

MICHEL BORGETTO, 1998

RÉGIS DEBRAY, 1998

ARTHUR GOLDHAMMER, 1998

LE MONDE, 1998

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT, 1999

MAX GALLO, 1999

PIERRE MIQUEL, 1999

MICHEL BORGETTO, ROBERT LAFORE, 2000

RAYMOND COUDERC, 2001

II.3. Perspective comparative

Yves Déloye, « La citoyenneté entre considération et inconsideration. Réflexions sur les exemples américain et français à partir de l'œuvre d'A. de Tocqueville », in Claudine Haroche, Jean-Claude Vatin (dir.), *La considération*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998, pp.99-112.

Dossiers :

« La République », Revue internationale de politique comparée, 2000, vol7, n°3

Comparaison des modèles français, turc, allemand et américain. Contributions de J. Marcou, F. Ustel, D. Vardar, S. Lemasson, O. Ihl.

« La République », Géopolitique, 1997, n°60.

Classement chronologique :

GEOPOLITIQUE, 1997

YVES DELOYE, 1998

REVUE INTERNATIONALE DE POLITIQUE COMPAREE, 2000

III – la République française : une démocratie singulière

III.1. La démocratie française d'hier à aujourd'hui

A – Essais sur la démocratie française

Edouard Alletz, De la démocratie nouvelle ou des mœurs et de la puissance des classes moyennes en France, Paris, F. Lequien, 1837.

Jean Amado, De la démocratie en France, Paris, Pédone, 1989.

Jean Belkir, La démocratie à la française, Paris, Anthropos, 1980.

François de Bernard, L'emblème démocratique : le gouvernement du petit nombre, Paris, Mille et une nuits, 1998.

Julien Cheverny, Haro sur la démocratie, Paris, Marne, 1973.

Laurent Cohen-Tanugi, Le droit sans l'État. Sur la démocratie en France et en Amérique, Paris, PUF, 1985.

Victor Considérant, La solution ou le gouvernement direct du peuple, Paris, Librairie phalanstérienne, 1850.

- Maurice Druon, Réformer la démocratie, Paris, Plon, 1982.
- Jacques Duclos, L'avenir de la démocratie, Paris, Editions sociales, 1962.
- Maurice Duverger, La République des citoyens, Paris, Ramsay, 1982.
- Charles Duveyrier, La civilisation et la démocratie française, Paris, aux Bureaux de l'Encyclopédie, 1865.
- Alfred Fouillée, La démocratie politique et sociale en France, Paris, Félix Alcan, 1910.
- Geneviève Fraisse, « La démocratie exclusive : un paradigme français », in Pouvoirs, septembre 1997.
- Valéry Giscard d'Estaing, Démocratie française, Paris, Fayard, 1978.
- Charles Gouraud, La société française et la démocratie, Paris, Librairie internationale, 1870.
- François Guizot, De la démocratie en France, Paris, Victor Masson, 1849.
- Stanley Hoffmann, Sur la France, Paris, Seuil, 1976.
- Michel Jobert, Démocratie vivante, Centre d'études et de réflexion du mouvement des démocrates, Paris, 1978.
- Jean-François Kahn, Complot contre la démocratie, Paris, Denoël- Gonthier, 1982.
- Ligue française de l'enseignement, L'avenir de la démocratie, Paris, Cahiers de l'éducation permanente n°26, 1963.
- Pierre Mendès-France, La République moderne. Propositions, Paris, Gallimard, 1966.
- Henry Michel, La doctrine politique de la démocratie, Paris, Armand Colin, 1901.
- Guy Millière, Une torpeur française ou la démocratie totalitaire Paris, Libres-Hallier, 1979.
- Prévost-Paradol, La France nouvelle, Paris, Calmann-Lévy, 1868.
- Robert Redslob, Die Staats theorien der französischen national Versammlung von 1789 Leipzig, von Weit und Ci, 1912.
- Louis Reynaud, La démocratie en France, ses origines, ses luttes, sa philosophie, Paris, Flammarion, 1938.
- Joël Roman, La démocratie des individus, Paris, Calmann-Lévy, 1998.
- Louis Rougier, L'erreur de la démocratie française, Paris, éditions l'Esprit nouveau, 1963.
- Joseph Rovin, Une idée neuve : la démocratie, Paris, Seuil, 1961.
- Marc Sadoun, De la démocratie française : essai sur le socialisme, Paris, Gallimard, 1993.
- Marc Sangnier, La lutte pour la démocratie, Paris, Perrin, 1908.
- David Thomson, The Democratic Ideal in France and England, Cambridge University Press, 1944.
- Democracy in France, London Oxford University Press, 4^{ème} édition mise à jour, 1964.
- Etienne Vacherot, La démocratie libérale, Paris, Calmann-Lévy, 1892.

Club Jean Moulin, Sept projets pour entrer en démocratie, Royaumont, 12-13 octobre 1963.

La démocratie à refaire, rapports de René Rémond, Georges Vedel, Jacques Fauvet, Etienne Borne. Préface de Maurice Duverger. Colloque France-Forum, Saint-Germain en Laye, 27 et 28 janvier 1962, Paris, les Editions ouvrières, 1963.

Dossiers :

La démocratie pluraliste, textes réunis et présentés par Jean-Louis Seurin ; François Bourricaud, Robert A. Dahl, Michel Crozier, Jacques Ellul. Paris, Economica, 1981.

Classement chronologique :

EDOUARD ALLETZ, 1837

FRANÇOIS GUIZOT, 1849

VICTOR CONSIDERANT, 1850

CHARLES DUVEYRIER, 1865

PREVOST-PARADOL, 1868

CHARLES GOURAUD, 1870

ETIENNE VACHEROT, 1892

HENRY MICHEL, 1901

MARC SANGNIER, 1908

ALFRED FOUILLÉE, 1910

ROBERT REDSLOB, 1912

LOUIS REYNAUD, 1938

DAVID THOMSON, 1944

JOSEPH ROVAN, 1961

JACQUES DUCLOS, 1962

CLUB JEAN MOULIN, 1963

COLLOQUE FRANCE-FORUM, 1963

LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT, 1963

LOUIS ROUGIER, 1963

PIERRE MENDES-FRANCE, 1966

JULIEN CHEVERNY, 1973

STANLEY HOFFMANN, 1976

VALERY GISCARD D'ESTAING, 1978

MICHEL JOBERT, 1978

GUY MILLIERE, 1979

JEAN BELKIR, 1980

JEAN-LOUIS SEURIN, 1981

MAURICE DUVERGER, 1982

MAURICE DRUON, 1982

JEAN – FRANÇOIS KAHN, 1982

LAURENT COHEN-TANUGI, 1985

JEAN AMADO, 1989

MARC SADOUN, 1993

GENEVIEVE FRAISSE, 1997

FRANÇOIS DE BERNARD, 1998

JOËL ROMAN, 1998

B - Histoire de la démocratie française : la tradition étatique

Pierre Birnbaum, « La conception française de l'Etat et sa construction historique », *in CFDT aujourd'hui* (110), septembre 1993.

Françoise Navet-Bouron, *Démocraties occidentales et bouleversements de l'histoire*, Paris, SEDES, 1999.

Jean Petot, « L'exception française », *in Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, juillet-août 1998.

Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen*, Paris, Gallimard, 1997.

Le peuple introuvable, Paris, Gallimard, 1998.

André –Jean Tudesq, *La démocratie en France depuis 1815*, Paris, PUF, 1971.

Jean Vavasseur-Desperriers, *La nation, l'Etat et la démocratie au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2000.

Classement chronologique :

ANDRE –JEAN TUDESQ, 1971
 PIERRE BIRNBAUM, 1993
 PIERRE ROSANVALLON, 1997, 1998
 JEAN PETOT, 1998
 FRANÇOISE NAVET-BOURON, 1999
 JEAN VAVASSEUR-DESPERRIERS, 2000

C – Les évolutions récentes et l'introduction du contrôle de constitutionnalité

Laurent Cohen-Tanugi, *La métamorphose de la démocratie française : de l'Etat jacobin à l'Etat de droit*, Paris, Gallimard, 1993.

Bertrand Mertz, *L'Etat de droit en accusation : la démocratie a-t-elle un avenir dans l'Etat de droit*, Paris, Kimé, 1996.

Classement chronologique :

LAURENT COHEN-TANUGI, 1993
 BERTRAND MERTZ, 1996

II.2. Le fonctionnement de la démocratie française aujourd'hui

A - Crise du civisme démocratique, crise de la représentation

André Bellon, Anne-Cécile Robert, *Le totalitarisme tranquille : la démocratie confisquée*, Paris, Syllepse, 2001.

Pierre Bitoun, *Voyage au cœur de la démocratie moribonde : et si nos élus ne représentaient plus qu'eux-mêmes ?*, Paris, Albin Michel, 1995.

Gil Delannoï, « Démocratie, le mot et le critère », *in Esprit*, 1998, n°2.

En partant de l'étymologie du mot « démocratie » il est nécessaire de croiser deux points de vue et d'employer ainsi deux critères. En adoptant le point de vue antique, les régimes démocratiques actuels sont des oligarchies à légitimation démocratique ; et du point de vue démocratique contemporain la démocratie antique, athénienne notamment, est une démocratie directe égalitaire limitée par des pratiques oligarchiques et par la restriction du nombre des citoyens.

Marcel Gauchet, « Pacification démocratique, désertion civique », *in le Débat*, mai-août 1990.

Philippe Herzog, *Quelle démocratie, quelle citoyenneté ?*, Paris, éd. de l'Atelier, 1995.

Paul Thibaud, « Réapprendre à se gouverner », *in Esprit*, 1997, n° 7-8.

Dossiers :

« Les failles de la démocratie », *in Futur antérieur*, 1996, n° 38.

Classement chronologique :

MARCEL GAUCHET, 1990

PIERRE BITOUN, 1995

PHILIPPE HERZOG, 1995

FUTUR ANTERIEUR, 1996

PAUL THIBAUD, 1997

GIL DELANNOI, 1998

ANDRE BELLON, ANNE-CECILE ROBERT, 2001

B – les institutions et leur pratique

Jean-Michel Belorgey, « Le changement politique du possible », *le Banquet*, 1^{er} semestre 1995.

Suzanne Berger, *The French Political System*, New-York, Random House, 1974.

Jean Blondel, *The Government of France*, New-York, Crowell, 1974.

Jean-Claude Colliard, « La singularité française », *in Pouvoirs*, 1998.

Jean-Marie Donegani, Marc Sadoun, *la V^e République : naissance et mort*, Calmann-Lévy 1998.

« Réformer la Ve République », *in Esprit*, mars-avril 1999, pp.171-182.

Les institutions de la V^e République, telles qu'elles ont été conçues en 1958, juxtaposent deux principes : un principe d'incarnation – le Président de la République incarne l'unité nationale – et un principe de représentation – le Parlement représente les différents courants d'opinion. Or, la révision constitutionnelle de 1962 a provoqué une confusion de ces deux principes, puisque le Président de la République est depuis lors l'élu d'une majorité, qui de surcroît se trouve périodiquement contredite par la majorité législative – la cohabitation. C'est pourquoi, pour rétablir la distinction des deux principes, et rendre au président de la République sa fonction arbitrale, il faut élire le Premier Ministre au suffrage universel, et revenir, pour l'élection du Président de la République, au collège de notables prévu par la Constitution de 1958.

- Dominique Dechert, *L'institution de la monarchie dans l'esprit de la V^e République*, Paris, LGDJ, 1979.
- Maurice Duverger, *La VI^e République et le régime présidentiel*, Paris, Arthème Fayard, 1961.
- Robert Elgie (dir.), « The Changing French Political System », in *West European Politics*, 999.
- Jean Foyer, *La V^e République*, Paris, Flammarion, 1995.
- Bastien François, *Le régime politique de la V^e République*, Paris, La Découverte, 1997.
- Misère de la V^e République de Paris*, Denoël, 2001.
- Jean Glavany, *Vers la nouvelle République ou comment moderniser la Constitution*, Paris Grasset, 1991.
- Geneviève Gondouin, « Propos sur la France et le régime présidentiel », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, mars-avril 1998, pp.373-407.
- Raphaël Hadas-Lebel, « The Governmental Structure of the Fifth Republic », in *SAIS Review*, 13 août 1993, pp.63-77.
- J.E.S Hayward, *The One and Indivisible French Republic*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1973.
- Jacques Le Gall, *Les institutions de la V^e République à l'épreuve de l'alternance : la présidence de f. Mitterrand*, Paris, LGDJ, 1997.
- « La 3^e cohabitation : quelle pratique des institutions de la V^e République ? », in *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, Janvier-février 2000, pp. 101-102.
- Nguyen Le Mong, *la Constitution de la V^e République : théorie et pratique : de Charles de Gaulle à François Mitterrand*, Paris, STH, 1983.
- Yves Mény, « Petites réformes, grands effets », in le *Banquet*, 1^{er} semestre 1995.
- Arnaud Montebourg, *La machine à trahir : rapport sur le délabrement de nos institutions*, Paris, Denoël, 2000.
- Jean-Luc Parodi, *Institutions et vie politique*, la Documentation française 1991, éd. mise à jour, 1997.
- « Proportionnalisation périodique, cohabitation, atomisation partisane : un triple défi pour le régime semi-présidentiel de la V^e République », in *Revue française de science politique*, juin-août 1997.
- Jean-Louis Quermonne, *Le gouvernement de la France sous la V^e République*, Paris, Dalloz, 1981.
- « Chronique d'une dissolution singulière et d'une cohabitation risquée : la continuité de la V^e République », in *French Politics and Society*, 1997, vol 15.
- Pierre Seince, *De la monarchie tempérée: présidentielles*, Paris, Moreau, 1988.
- Solon (pseudonyme collectif), *La Démocratie absolue*, Périgueux-Fanlac, 1988.
- Anne Stevens, *The Government and Politics of France*, Basingstoke Macmillan, 1992.

Government and Politics of France, London, Routledge 1992.

Philippe Tronquoy, « La V^e République, permanences et mutations », in *Cahiers français*, janvier-février 2001.

Georges Vedel, « Réformer les institutions : regard rétrospectif sur deux commissions », *Revue française de science politique*, juin-août 1997, vol 47, n°3-4, pp.313-339.

Dossiers :

« V^e République : l'heure des incertitudes », in *le Débat*, septembre-octobre 1999.

Suite d'articles de Guy Carcassonne, Bernard Manin, René Rémond, discussion du livre de Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun.

« Fin de la République gaullienne ? », *Revue politique et parlementaire*, septembre-octobre 2000, n°1008, pp.2-51.

« Gouverner démocratiquement », in *Après-Demain*, avril 1995.

« Les pratiques de la démocratie », in *Hommes et libertés*, mai 1995.

« Les institutions de la V^e République en question », in *Le Monde*, février 1993.

Les propositions du président de la République, François Mitterrand, pour l'amélioration de l'équilibre entre les pouvoirs.

« Les institutions de la V^e République ont-elles fini d'exercer leurs effets ? », *Revue française de science politique*, juin-août 1997, vol 47 n° 3-4, pp. 291-403.

« Les 40 ans de la V^e République », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, septembre-décembre 1998, pp. 1259-1908.

« Pouvoirs et Quinquennat : l'équilibre rompu » in *Témoin*, 2000, n° 22.

Classement chronologique :

MAURICE DUVERGER, 1961

J.E.S HAYWARD, 1973

SUZANNE BERGER, 1974

JEAN BLONDEL, 1974

DOMINIQUE DECHERT, 1979

JEAN-LOUIS QUERMONNE, 1981

NGUYEN LE MONG, 1983

PIERRE SEINCE, 1988

SOLON (PSEUDONYME COLLECTIF), 1988

JEAN GLAVANY, 1991

JEAN – LUC PARODI, 1991

ANNE STEVENS, 1992

RAPHAËL HADAS-LEBEL, 1993

LE MONDE, 1993

APRES-DEMAIN, 1995

JEAN-MICHEL BELORGEY, 1995

JEAN FOYER, 1995

HOMMES ET LIBERTES, 1995

YVES MENY, 1995

BASTIEN FRANÇOIS, 1997

JACQUES LE GALL, 1997

JEAN-LUC PARODI, 1997

REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE, 1997

GEORGES VEDEL, 1997

JEAN-CLAUDE COLLIARD, 1998

JEAN-MARIE DONEGANI, MARC SADOON, 1998

GENEVIEVE GONDOUIN, 1998

REVUE DU DROIT PUBLIC ET DE LA SCIENCE POLITIQUE EN FRANCE ET A L'ETRANGER, 1998

LE DEBAT, 1999

JEAN-MARIE DONEGANI, MARC SADOON, 1999

ROBERT ELGIE, 1999

ARNAUD MONTEBOURG, 2000

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE, 2000

TEMOIN, 2000

BASTIEN FRANÇOIS, 2001

PHILIPPE TRONQUOY, 2001

Démocratisations

(Sandrine Lefranc)

En 1975, les observateurs occidentaux dénombraient une quarantaine de démocraties qu'ils décrivaient comme riches et industrialisées.⁵ La réalité des régimes démocratiques rendait possible une définition assez homogène du phénomène démocratique, et par là une délimitation plus aisée tant du champ de réflexion théorique sur le concept de démocratie, que des enjeux publics soulevés par la pratique démocratique. On pouvait sans mal opposer un modèle démocratique à ses contraires : régimes autoritaires et totalitaires, qu'ils prétendent ou non à un label démocratique.

En 1995, les spécialistes recensaient 118 pays prétendant à ce label et pouvant satisfaire à des critères de définition généralement acceptés du régime démocratique. Cette homogénéisation apparente des formes de régime politique fait qu'il est plus difficile aujourd'hui d'opposer la démocratie à ses contraires, d'où un renouveau de la réflexion sur ces critères. Ce nouvel objet démocratique a suscité de nombreuses recherches aux Etats-Unis. Des périodiques spécialisés lui sont consacrés (*Journal of Democracy* ou *Democratization*, par exemple). La plupart des universités nord-américaines proposent un ample programme d'enseignement dédié à cette question de l'actualité de la démocratie. D'autres ont engagé des programmes de recherche jugés fondamentaux sur ce thème (comme les universités de Stanford et de Duke). La généralisation de la forme démocratique est devenue un objet central de la science politique, qu'il s'agisse de mettre à l'épreuve les réflexions théoriques proposant une définition de la démocratie, d'étudier le changement de régime (souvent qualifié de « transition vers la démocratie », et faisant l'objet d'études assez homogènes que l'on peut rassembler sous l'expression de « transitologie »), ou les conditions de sa pérennisation (sa « consolidation »).

L'intérêt d'une bibliographie rassemblant les différents axes de recherche portant sur les démocraties nouvelles est, d'abord, d'ordre descriptif : elle répond à l'un des aspects les plus marquants du phénomène démocratique des trois dernières décennies, assez largement négligé par la science politique française, ou réservé à des champs d'étude spécifiques (comme la politique comparée). Elle permet, par ailleurs, de recenser certaines des entreprises les plus récentes concernant la définition même de la démocratie. Le grand nombre de régimes pouvant prétendre aujourd'hui à une telle qualification amène en effet à s'interroger sur la pertinence du terme. A mesure que la catégorie de « démocratie » devenait plus accueillante, s'ouvrant à des systèmes politiques ayant un récent passé autoritaire ou totalitaire, ce terme semble en effet avoir perdu beaucoup de sa cohérence première. L'intégration, au sein du concept de démocratie, des distinctions auparavant distribuées dans la trilogie démocratie / autoritarisme / totalitarisme, s'est traduite, dans les analyses, par la multiplication des formes adjectivées. Les spécialistes font coexister des démocraties « électorales » (qui correspondraient à 61% des régimes existants, contre 27,5% en 1974) et des démocraties « libérales », satisfaisant à des critères institutionnels plus nombreux (protection des droits individuels et collectifs, pluralisme politique et social, subordination des militaires, responsabilité des représentants, Etat de droit, indépendance du système judiciaire), qui ne représenteraient que 41,4% des régimes existants en 1996 (contre 27,5% en 1974)⁶. D'autres adjectifs sont parfois proposés : les démocraties « électorales » peuvent être qualifiées de « délégatives » (G. O'Donnell) ou d'« illibérales » (F. Zakaria).

⁵ Les quelques exceptions relevaient pour de nombreux analystes de schémas explicatifs particuliers, et n'imposaient pas une modification fondamentale de la liste des facteurs déterminant une trajectoire démocratique.

⁶ Larry Diamond, Marc F. Plattner, Yun-han Chu et Hung-mao Tien (eds), *Consolidating the Third Wave Democracies*, 1. Themes and Perspectives, Washington DC, Johns Hopkins University Press, 1997, p. xii-xxvii.

Les caractéristiques qui, réunies, permettraient auparavant de repérer les régimes démocratiques, sont aujourd'hui parfois dissociées. Les processus contemporains de démocratisation - qui concentrent sur un temps relativement court les débats des acteurs de ces processus et permettent donc de mieux cerner la concurrence des « idées démocratiques » - ravivent la réflexion sur les pratiques démocratiques lorsqu'elles semblent pouvoir être qualifiées de « libérales ». Les analyses portant sur les nombreuses démocraties nouvelles prolongent donc parfois les débats existants sur les démocraties installées (constitutionnalisme vs volonté populaire, libéralisme vs « républicanisme civil », cf. les autres bibliographies). Parallèlement, une réflexion se développe sur ce que pourrait être une forme minimale de démocratie. Si la continuité des références théoriques revendiquées par les « transitologues » (R. Dahl, G. Sartori, J. Schumpeter) pourrait sembler indiquer que ce remaniement du concept de démocratie est superficiel et provisoire, ce mouvement d'universalisation a toutefois imposé de rompre avec une logique déterministe, qui permettait de recenser des causes (économiques, sociales, culturelles, etc., parfois agrégées dans une trajectoire historique idéale) et de tirer des conséquences des affinités historiques entre pays occidentaux et régimes démocratiques. C'est cette nécessité qui a inspiré les hypothèses premières de la « transitologie » (cf. partie II.2), née avec la première « vague » de démocratisation (en Europe du Sud).

L'approche transitologique prolonge à mains égards les définitions élitistes et procédurales de la démocratie (cf. partie I.1) et s'inscrit dans la continuité de la théorie des choix rationnels. La démocratisation, c'est-à-dire ce processus qui comporte deux « séquences » diversement délimitées - la « transition » et la « consolidation » -, fait l'objet le plus souvent d'une approche stratégique. Les analystes prennent en compte essentiellement les préférences et les comportements d'acteurs individualisés, appartenant pour la quasi-totalité, sinon la totalité, aux élites « qualifiées » pour agir dans la sphère politique partiellement « anémique » qui caractérise les transitions. L'approche « transitologique » s'apparente par là à une réaction par rapport aux approches macro-orientées et centrées sur les conditions objectives qui dominaient, dans les années 1970, l'étude des transitions politiques (cf. partie II.1). Elle participe donc d'une dichotomisation des types d'explication et des variables explicatives, opposant les acteurs aux structures, l'action stratégique à la détermination objective, l'habileté des individus aux lourdeurs institutionnelles : « les méthodes habituelles d'analyse des sciences sociales ne s'appliquent généralement pas à un régime en crise ou en transition. Les explications structurelles du comportement, de l'activité, sont comme suspendues »⁷.

La théorie des choix stratégiques opère un recentrage sur les élites ; son corollaire est l'évacuation, ou à tout le moins la marginalisation, des acteurs qui ne se voient pas concéder une influence suffisante pour peser sur le cours de la transition. De ce fait, ni une catégorie d'acteurs constitutive d'une figure du « peuple », identifiable sous les traits d'acteurs mobilisés dans des mouvements sociaux ou d'un corps électoral, ni des acteurs collectifs comme les partis, les syndicats ou les organisations de défense des droits de l'homme, ne participent dans ces analyses à la définition de la « démocratie en train de se faire ». Un petit nombre d'acteurs individuels, identifiés par le pouvoir qu'ils détiennent et regroupés en fonction de leurs « préférences », font la démocratisation. On retrouve ici l'influence du pionnier Dankwart Rustow : la démocratie « est acquise par un processus de décision conscient d'au moins une partie du sommet du *leadership* politique... Un petit cercle de *leaders* est susceptible de jouer un rôle disproportionné »⁸.

L'hypothèse d'une rationalité individuelle soumise aux règles du calcul utilitaire et le postulat d'une élite dont les liens avec des groupes numériquement plus importants sont largement défaits, permettent l'identification du compromis (ou « pacte ») tant comme

⁷ Giuseppe di Palma, *To Craft Democracies, An Essay on Democratic Transitions*, Berkeley, University of California Press, 1990, p. 34.

⁸ Dankwart Rustow, « Transitions to Democracy : Toward a Dynamic Model », *Comparative politics*, avril 1970, p. 337-363.

fondement le plus probable du processus de démocratisation que comme solution la plus raisonnable. L'approche « transitologique » débouche donc sur une mise en ordre des enjeux qui déterminent le processus de démocratisation ; elle reconstruit de cette manière une « voie idéale du cheminement de la démocratie », une « histoire naturelle propre à la construction démocratique »⁹.

Le cadre théorique qui a été mis en place pour cerner les phénomènes récents de « transitions vers la démocratie » repose par conséquent sur une définition appauvrie de la démocratie, tant du point de vue des facteurs provoquant la démocratisation que du point de vue des traits caractéristiques des nombreuses démocraties nouvelles. L'approche transitologique a provoqué un renouveau du débat sur la période de temps et les variables devant être pris en compte (la question de la consolidation, partie I.2), sur le poids des facteurs « structurels » (cf. partie III) ainsi que sur la possible formalisation d'un cadre théorique capable de rendre compte de tous les processus de démocratisation (cf. partie IV).

I. Une définition de la démocratie à l'épreuve de la démocratisation

I.1. Les définitions préalables de la démocratie

Les processus récents de démocratisation ont semblé, du point de vue des « transitologues », valider certaines des définitions les mieux établies de la démocratie, qu'on peut qualifier d'« élitistes » ou de « procédurales ». Ces définitions présentent en effet deux avantages : d'une part, elles ont été confirmées par l'importance apparemment décisive, dans ces processus, des négociations entre les élites ; d'autre part, elles esquissent une forme de concept universel, minimal et concret (dans la mesure où il correspond à un petit nombre de caractéristiques institutionnelles), susceptible de s'adapter à des expériences singulières.

Robert DAHL, *On Democracy*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1998.

Robert DAHL, *Democracy and Its Critics*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1989.

Robert DAHL, *Polyarchy : Participation and Opposition*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1971.

David HELD, *Democracy and the Global Order : From the Modern State to Cosmopolitan Governance*, Cambridge, Polity Press, 1995.

David HELD, *Models of Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1987.

Giovanni SARTORI, *The Theory of Democracy Revisited*, Chatham (N.J.), Chatham House Publications, 1987, 2 vol.

Quentin SKINNER, « The empirical theorists of democracy and their critics : a plague on their both houses », *Political Theory*, 1, 1973, p. 287-308.

Joseph A. SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1961 (1942).

⁹ Michel Dobry, « Les processus de transition à la démocratie », *Cultures & Conflits*, 17, printemps 1995, p. 4.

I .2. Redéfinition et « mesure » de la démocratie : la question de la consolidation

La majorité des régimes aujourd'hui en place sont démocratiques. Cette expansion du phénomène démocratique a eu trois sortes de conséquences sur la définition de la démocratie. Elle a, en premier lieu, mis en avant l'importance d'une définition permettant de repérer aisément les régimes démocratiques, à partir de caractéristiques institutionnelles concrètes. Elle a, ensuite, provoqué une révision à la marge des définitions canoniques (cf. partie I.1), de manière, par exemple, à mieux cerner le lien entre libéralisme et démocratie, ou à élaborer un cadre théorique susceptible de rendre compte d'un « ordre mondial démocratique ». Les définitions construites par les transitologues ont, enfin, semblé devoir être complétées par la prise en compte d'une période d'observation plus longue (la phase de consolidation) et de variables plus nombreuses.

David BEETHAM (ed.), *Defining and Measuring Democracy*, Sage Publications, 1994.

Kenneth BOLLEN, « Liberal Democracy: Validity and Sources Biases in Cross-National Measures », *American Journal of Political Science*, 37, 1993, p. 1207-30.

Kenneth BOLLEN, « Political Democracy : Conceptual and Measurement Traps », *Studies in Comparative International Development*, 25(1), printemps 1990, p. 7-24.

David COLLIER et Steven LEVITSKY, « Democracy with Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research », *World Politics*, 49(3), avril 1997, p. 430-51.

Michael COPPEDGE et Wolfgang REINICKE, « Measuring Polyarchy », *Studies in Comparative International Development*, 25(1), printemps 1990, p. 51-72.

Larry DIAMOND, *Developing Democracy: Toward Consolidation*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1999.

Larry DIAMOND (ed.), *Consolidating the Third Wave Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997. I. *Themes and perspectives*.

David HELD, « Democracy : From City-States to a Cosmopolitan Order », *Political Studies*, 40, 1992, p. 10-39.

Juan J. LINZ et Alfred STEPAN, « Toward Consolidated Democracies », *Journal of Democracy*, 7(2), avril 1996, p. 14-33.

Guillermo O'DONNELL, « Illusions about Consolidation », *Journal of Democracy*, 7(2), avril 1996, p. 34-51.

Guillermo O'DONNELL, « Delegative Democracy », *Journal of Democracy*, 5(1), janvier 1994, p. 55-69.

Marc F. PLATTNER, « From Liberalism to Liberal Democracy », *Journal of Democracy*, juillet 1999, 10(3), p.121-134.

Giovanni SARTORI, « How Far Can Free Government Travel ? », *Journal of Democracy*, 6(3), juillet 1995, p. 101 -111.

Giovanni SARTORI, « Concept Misformation in Comparative Politics », *American Political Science Review*, 64, 1970, p. 1033-1053.

Andreas SCHEDLER, « What is democratic consolidation ? », *Journal of Democracy*, avril 1998, 9(2), p. 91-107.

Andreas SCHEDLER, Larry DIAMOND et Marc F. PLATTNER (eds.), *The Self-Restraining State : Power and Accountability in New Democracies*, Boulder, Lynne Rienner, 1999.

Phillippe C. SCHMITTER et Terry Lynn KARL, « What Democracy Is. . . and Is Not », *Journal of Democracy*, 2, été 1991, p. 75-88.

Fareed ZAKARIA, « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, 99, mars-avril 1998, p. 17-26. (Publié dans *Foreign Affairs* en novembre-décembre 1997 sous le titre « The Rise of Illiberal Democracies »).

II. Approches de la démocratisation

II.1. Les approches macropolitiques et structurelles : quelques repères

Zehra ARAT, « Democracy and Economic Development: Modernization Theory Revisited », *Comparative Politics*, 21, 1988, p. 21-36.

Bertrand BADIE, *Le Développement politique*, Paris, Economica, 1994 (5^e ed.).

Mark J. GASIOROWSKI et Timothy Joseph POWER, « The structural determinants of democratic consolidation: evidence from the Third World », *Comparative Political Studies*, décembre 1998, 31(6), p.740-771.

Daniel LERNER, *The Passing of Traditional Society*, Glencoe, Free Press, 1958.

Seymour Martin LIPSET, Kyoung-Ryung SEONG et John Charles TORRES, « Une analyse comparative des prérequis sociaux de la démocratie », *Revue internationale des sciences sociales*, 136, mai 1993, p. 181-205.

Seymour Martin LIPSET, « Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy », *American Political Science Review*, 53, mars 1959, p. 69-105.

Barrington MOORE, *Les Origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, La Découverte-Maspéro, 1983 (nouvelle éd.).

II.2. L'Approche « transitologique »

Youssef COHEN, *Radicals, Reformers and Reactionaries : The Prisoner's Dilemma and the Collapse of Democracy in Latin America*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1994.

Josep M. COLOMER, *Game Theory and the Transition to Democracy : the Spanish Model*, Aldershot, Edward Elgar Publishing, 1995.

Josep M. COLOMER, *Strategic Transitions : Game Theory and Democratization*, Baltimore (Md.), Johns Hopkins University Press, 2000.

Larry DIAMOND et Marc F. PLATTNER, *The Global Resurgence of Democracy*, Baltimore (Md.), The Johns Hopkins University Press, 1996 (2^e ed.).

Michel DOBRY, « Les transitions démocratiques : regards sur l'état de la "transitologie" », *Revue française de science politique*, août-octobre 2000, 50(4-5), p. 579-764.

- Guy HERMET, *Le Passage à la démocratie*, Paris, Presses de la FNSP, 1996.
- Samuel P. HUNTINGTON, « How countries democratize », *Political Science Quarterly*, 106 (4), hiver 1991-1992, p. 579-616.
- Samuel P. HUNTINGTON, *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991.
- Terry Lynn KARL et Philippe C. SCHMITTER, « Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est », *Revue internationale des sciences sociales*, 128, mai 1991, p. 285-302.
- Juan J. LINZ, *The Breakdown of Democratic Regimes. 1, Crisis, Breakdown, and Reequilibration*, Baltimore (Md.), Johns Hopkins University Press, 1978.
- Juan LINZ et Alfred STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America and Post-communist Europe*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996.
- James MAHONEY et Richard SNYDER, « Rethinking Agency and Structure in the Study of Regime Change », *Studies in Comparative International Development*, 34(2), été 1999.
- Scott MAINWARING, Guillermo O'DONNELL et J. Samuel VALENZUELA (eds), *Issues in Democratic Consolidation*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1992.
- Guillermo O'DONNELL et Philippe SCHMITTER, *Transitions from Authoritarian Rule : Tentative Conclusions about Uncertain Transitions*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1986.
- Giuseppe DI PALMA, *To Craft Democracies, An Essay on Democratic Transitions*, Berkeley, University of California Press, 1990.
- Adam PRZEWORSKI, *Democracy and the Market : Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge University Press, 1991.
- Dankwart RUSTOW, « Transitions to Democracy », *Comparative Politics*, 2(3), avril 1970, p. 337-363.
- Yossi SHAIN et Juan LINZ, *Between States : Interim Governments and Democratic Transitions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

III. Les facteurs ou pré-conditions de la démocratisation

Alors que l'une des ambitions premières de l'approche transitologique était de rompre avec les perspectives déterministes et structurelles, les insuffisances d'une explication des processus de démocratisation par les seules interactions entre élites ont ravivé le débat sur les « pré-conditions » de la démocratie. Certaines analyses renouent ainsi avec les types d'explication propres aux approches macropolitiques qui, postulant dans un premier temps l'existence de rapports de causalité directs entre certaines variables économiques, sociales ou culturelles et la démocratisation, avaient ensuite privilégié des explications en termes de « liaisons » ou d'« affinités électives ». Cinq types de variables sont pris en compte : le développement économique (comme résultat ou comme facteur de la démocratisation), les relations entre groupes

sociaux, l'identité nationale, les structures institutionnelles et la « diffusion » du phénomène démocratique.

III.1. Facteurs économiques : le développement économique comme pré-condition de la démocratie (et inversement)

Les conclusions concernant le rôle du développement économique, tirées notamment d'enquêtes quantitatives à grande échelle, sont encore contradictoires. Dans l'ensemble, les analystes estiment que, si ce dernier n'est pas favorisé par la démocratisation, il la favorise, au moins sous la forme d'une consolidation démocratique plus aisée et au travers de variables intermédiaires (comme les inégalités de revenus).

Ross E. BURKHART et Michael LEWIS-BECK, « Comparative Democracy: The Economic Development Thesis », *American Political Science Review*, 88(4), décembre 1994, p. 903-910.

Phillips CUTRIGHT, « National Political Development: Measurement and Analysis », *American Sociological Review*, 28, 1963, p. 253-64.

Anthony DOWNS, *An Economic theory of democracy*, New York, Harper and brothers, 1957.

Larry DIAMOND, « Economic Development and Democracy Reconsidered », in Gary Marks et Larry Diamond (eds), *Reexamining Democracy : Essays in Honor of Seymour Martin Lipset*, Newbury Park (Calif.), Sage Publications, 1992.

Mark J. GASIOROWSKI, « Democracy and macroeconomic performance in underdeveloped countries : an empirical analysis », *Comparative Political Studies*, avril 2000, 33(3), p.319-349.

Mark J. GASIOROWSKI, « Macroeconomic conditions and political instability : an empirical analysis », *Studies in Comparative International Development*, automne 1998, 33(3), p. 3-17.

John F. HELLIWELL, « Empirical Linkages Between Democracy and Economic Growth », *British Journal of Political Science*, 24(2), avril 1994, p. 225-48.

Albert O. HIRSCHMAN, *Rival Views of Market Society and Other Recent Essays*, New York, Viking, 1986.

Seymour Martin LIPSET, *L'Homme et la politique*, Paris, Le Seuil, 1963.

Edward N. MULLER, « Economic Determinants of Democracy », *American Sociological Review*, 60(4), décembre 1995, p. 966-82.

Claus OFFE, « Vers le capitalisme par construction démocratique ? : la théorie de la démocratie et la triple transition en Europe de l'Est », *Revue française de science politique*, 42 (6), décembre 1992, p. 923-942.

Adam PRZEWORSKI, *Democracy and Development: Political Institutions and Well-being in the world : 1950-1990*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Adam PRZEWORSKI, Fernando LIMONGI, « Modernization: theories and facts », *World Politics*, janvier 1997, 49(2), p. 155-183.

Adam PRZEWORSKI (et al.), « What makes democracy endure ? », *Journal of Democracy*, janvier 1996, 7(1), p. 39-55.

Dietrich RUESCHEMEYER, John D. Stephens et Evelyne Huber Stephens, *Capitalist Development and Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1992.

Dietrich RUESCHEMEYER, « Different methods-contradictory results ? : research on development and democracy », *International Journal of Comparative Sociology*, 32 (1-2), avril 1991 : p. 9-38.

Robert WADE, *Governing the Market : Economic Theory and the Role of Government in East Asian industrialization*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1990.

III.2. Facteurs sociaux : société civile et acteurs de la démocratisation

L'étude des phénomènes récents de transition vers la démocratie a confirmé l'importance de l'existence d'une « société civile » distincte de l'Etat, sur laquelle insistent tant les théoriciens de la modernisation que des écrits plus récents (ceux de R. Putnam, par exemple). La transitologie a par ailleurs mis en avant le rôle crucial des élites : la démocratie apparaît comme un mode de régulation des conflits et de répartition des ressources entre ces élites. Les autres groupes sociaux et acteurs ne sont, de même que les mouvements sociaux, réintroduits qu'*ex post* (lors de la consolidation), lorsqu'ils le sont. Certains auteurs ont par conséquent tenté de revaloriser le rôle de certains groupes jugés d'importance secondaire (organisations ouvrières, femmes, etc.)

Ruth BERINS COLLIER, *Paths Toward Democracy : The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

Ruth BERINS COLLIER et James MAHONEY, « Adding collective actors to collective outcomes : labor and recent democratization in South America and Southern Europe », *Comparative Politics*, avril 1997, 29(3), p. 285-03.

Giuseppe DI PALMA, « Legitimation from the top to civil society: politico cultural change in Eastern Europe », *World Politics*, 44 (1), octobre 1991, p. 49-80.

John HIGLEY et Richard GUNTHER (eds), *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

Joan M. NELSON, « Labor and Business Roles in Dual Transitions: Building Blocks or Stumbling Blocks ? », in Joan M. Nelson (et al.), *Intricate Links : Democratization and Market Reforms in Latin America and Eastern Europe*, New Brunswick (N.J.), Transaction, 1994.

Robert PUTNAM, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, 1993.

Georgina WAYLEN, « Women and democratization: conceptualizing gender relations in transition politics », *World Politics*, 46 (3), avril 1994, p. 327-354.

III.3. Facteurs culturels : la construction nationale

L'hypothèse ancienne (formulée déjà par Tocqueville) d'une culture politique présentant des affinités avec la forme démocratique du régime, ainsi que celle faisant de l'existence d'une identité nationale bien établie un préalable à la démocratisation, ont été reconduites de manière implicite ou explicite par les analyses des récentes transitions. Elles ont néanmoins fait l'objet d'un réexamen, certains auteurs soulignant notamment l'existence de répertoires culturels pluriels au sein de chaque communauté politique.

Gabriel Abraham ALMOND et Sidney VERBA, *The Civic Culture : Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Newbury Park (Calif.), Sage, 1989 (1963).

Jean-François BAYART, *L'Illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

Robert A. DAHL, « Development and Democratic Culture », in Larry Diamond et al. (eds), *Consolidating the Third Wave Democracies: Themes and Perspectives*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1997.

Francis FUKUYAMA, « Confucianism and Democracy », *Journal of Democracy*, 6(2), avril 1995, p. 20-33.

Donald L. HOROWITZ, « Democracy in Divided Societies », *Journal of Democracy*, 4(4), octobre 1993, p. 18-38.

Donald L. HOROWITZ, *Ethnic Groups in Conflict*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1985.

Samuel P. HUNTINGTON, « Religion and the third wave », *National Interest*, 24, été 1991, p. 29-42.

Ronald INGLEHART, *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1997.

Arend LIJPHART, *Democracy in Plural Societies: A Comparative Exploration*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1977.

Patrick MICHEL (et al.), *Religion et démocratie*, Paris, Albin Michel, 1996.

Amartya SEN, « Democracy as a universal value », *Journal of Democracy*, juillet 1999, 10(3), p. 3-17.

Jack L. SNYDER, *From Voting to Violence : Democratization and Nationalist conflict*, New York, W.W. Norton, 2000.

Milada Anna VACHUDOVA et Tim SNYDER, « Are transitions transitory ? : two types of political change in Eastern Europe since 1989 », *East European Politics and Societies*, hiver 1997, 11(1), p. 1-34.

III.4. Facteurs institutionnels : les « bonnes formes » d'organisation

Les définitions de la démocratie retenues par les transitologues insistent sur un certain nombre de caractéristiques institutionnelles, favorisant l'établissement d'une démocratie ou sa consolidation. Les analyses les plus récentes ont tenté d'établir une liste assez large de facteurs institutionnels de la démocratisation. Parmi ceux qui semblent être, selon ces

auteurs, les plus favorables à la perpétuation d'un régime démocratique, on peut noter : la subordination des forces armées au pouvoir civil, le parlementarisme et (dans les sociétés « divisées », surtout) la représentation proportionnelle.

Samuel P. HUNTINGTON, « Reforming civil-military relations », *Journal of Democracy*, octobre 1995, 6(4), p. 9-17.

Lawrence LEDUC, Richard G. NIEMI et Pippa NORRIS (eds), *Comparing Democracies: Elections and Voting in Global Perspective*, Londres, Sage, 1996.

Arend LIJPHART, *Patterns of Democracy : Government Forms and Performance in thirty-six Countries*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1999.

Arend LIJPHART et Carlos H. WAISMAN, *Institutional Design in New Democracies, Eastern Europe and Latin America*, Boulder (Colo.), Westview, 1996.

Arend LIJPHART, « Constitutional choices for new democracies », *Journal of Democracy*, 2 (1), hiver 1991, p. 72-84.

Juan J. LINZ et Arturo VALENZUELA (eds), *The Failure of Presidential Democracy*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1994.

Scott MAINWARING, « Party systems in the third wave », *Journal of Democracy*, juillet 1998, 9(3), p. 67-81.

Scott MAINWARING, « Presidentialism, multipartism, and democracy: the difficult combination », *Comparative Political Studies*, 26 (2), juillet 1993, p. 198-228.

Jeffrey PRIDHAM et Paul LEWIS (eds), *Stabilising Fragile Democracies : Comparing New Party Systems in Southern and Eastern Europe*, Londres, Routledge, 1996.

Alfred STEPAN et Cindy SKACH, « Constitutional framework and democratic consolidation. Parliamentarism vs presidentialism », *World Politics*, 46 (1), octobre 1993, p. 1-22.

Alfred STEPAN, *Rethinking Military Politics : Brazil and the Southern Cone*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1988.

III.5. Facteurs exogènes : les théories de l'« exportation » démocratique

La proximité dans le temps des différentes « vagues » de démocratisation a paru consacrer le rôle des facteurs exogènes, qu'il s'agisse de la diffusion de valeurs démocratiques, du rôle d'acteurs internationaux ou d'un « effet de démonstration » des premières démocraties (pour reprendre l'expression de S. Huntington). L'approche « diffusionniste », jusqu'alors limitée à l'étude des héritages coloniaux (ou, au mieux, de leur réception par certains groupes nationaux) et à un paradigme « dépendantiste », a ainsi connu un important renouvellement. Le rôle des facteurs exogènes a été réévalué, sans pour autant permettre le repérage d'un effet mécanique.

Kenneth BOLLEN, « World System Position, Dependency, and Democracy: The Cross-National Evidence », *American Sociological Review*, 48, 1983, p. 468-79.

- Peter BURNELL et Alan WARE (eds), *Funding Democratization*, Manchester, Manchester University Press, 1998.
- Thomas CAROTHERS, *Aiding Democracy Abroad. The Learning Curve*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 1999.
- Pascal DELWITT et Jean-Michel DE WAELE, *La Démocratisation en Europe centrale : la coopération paneuropéenne des partis politiques*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- Jean GRUGEL (ed.), *Democracy without borders. Transnationalization and Conditionality in New Democracies*, Londres, Routledge, 2000.
- Abraham LOWENTHAL (ed.), *Exporting Democracy: The United States and Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1991.
- Lev S. GONICK et Robert M. ROSH, « The Structural Constraints of the World-Economy on National Political Development », *Comparative Political Studies*, 21, 1988, p. 171-99.
- Marina OTTAWAY et Thomas CAROTHERS (eds), *Funding Virtue. Civil Society Aid and Democracy Promotion*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2000.
- James SCOTT, « Transnationalizing Democracy Promotion: The Rôle of Western Political Foundations and Think-tanks », *Democratization*, automne 1999, 6(3), p. 146-170.
- J.C. SHARMAN et Roger E. KANET, « International Influences on Democratization in Postcommunist Europe », in James F. Hollifield et Calvin Jillson (eds), *Pathways to Democracy: The Political Economy of Democratic Transitions*, New York, Routledge, 2000.
- Harvey STARR, « Democratic Dominoes: Diffusion Approaches to the Spread of Democracy in the International System », *Journal of Conflict Resolution*, 35(2), juin 1991, p. 356-381.
- Laurence WHITEHEAD (ed.), *The International Dimensions of Democratization. Europe and the Americas*, New York, Oxford University Press, 1996.

IV. Etudes de cas

IV.1. Aperçus généraux

- Christophe JAFFRELOT (dir.), *Démocraties d'ailleurs : démocraties et démocratisations hors d'Occident*, Paris, Karthala, 2000.
- Robert PINKNEY, *Democracy in the Third World*, Buckingham, Open University Press, 1993.
- Tatu VANHANEN, *Prospects of Democracy : A Study of 172 Countries*, Londres, Routledge, 1997.

IV.2. Comparaisons régionales et transrégionales

- Michael BRATTON et Nicolas VAN DE WALLE, *Democratic Experiments in Africa : Regime Transitions in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- Valerie BUNCE, *Subversive Institutions: The Design and the Destruction of Socialism and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

- Olivier DABENE, *Amérique latine : la démocratie dégradée*, Bruxelles, Complexe, 1997.
- Jean-Pascal DALOZ et Patrick QUANTIN (dir.), *Transitions démocratiques africaines*, Paris, Karthala, 1997.
- Karen DAWISHA et Bruce PARROTT (eds), *The Consolidation of democracy in East-Central Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- Jon ELSTER, Claus OFFE et Ulrich K. PREUSS, *Institutional Design in Post-Communist Societies: Rebuilding the Ship at Sea*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- Richard GUNTHER, P. Nikiforos Diamandouros et Hans-Jürgen Puhle (eds), *The Politics of Democratic Consolidation : Southern Europe in Comparative Perspective*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1995.
- Howard HANDELMAN et Mark TESSLER (eds), *Democracy and its Limits : Lessons from Asia, Latin America, and the Middle East*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1999.
- John HIGLEY et Richard GUNTHER (eds), *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- Richard JOSEPH (ed.), *State, Conflict, and Democracy in Africa*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1999.
- Juan LINZ et Alfred STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America and Post-communist Europe*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996.
- José María MARAVALL, *Regime, Politics and Markets : Democratization and Economic Change in Southern and Eastern Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1997.
- Guillermo O'DONNELL, Philippe C. SCHMITTER et Laurence WHITEHEAD (eds), *Transitions from Authoritarian Rule : Southern Europe ; Latin America*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1986, 2 vol.
- Claus OFFE, *Varieties of Transition: the East European and East German Experience*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1997.
- René OTAYEK, « Démocratie, culture politique, sociétés plurales : une approche comparative à partir des sociétés africaines », *Revue française de science politique*, décembre 1997, 47(6), p. 798-822.
- Minxin PEI, *From Reform to Revolution: The Demise of Communism in China and the Soviet Union*, Cambridge, Harvard University Press, 1994.
- Geoffrey PRIDHAM et Tom GALLAGHER (eds), *Experimenting with Democracy. Regime Change in the Balkans*, Londres, Routledge, 2000.
- « Les transitions politiques en Asie orientale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, septembre 1997, 28(3), numéro spécial.
- Ghassan SALAME, « Sur la causalité d'un manque: pourquoi le monde arabe n'est-il donc pas démocratique ? », *Revue française de science politique*, juin 1991, p. 307-340.

Classement chronologique des références

Ce classement chronologique permet de mieux cerner l'évolution des approches et des conclusions pour chacune des questions soulevées ; il n'est donc pertinent que pour les trois premières parties, qui correspondent à des points de controverse.

I.1

- Joseph A. SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1961 (1942).
- Robert DAHL, *Polyarchy: Participation and Opposition*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1971.
- Quentin SKINNER, « The empirical Theorists of Democracy and their critics: a plague on their both houses », *Political theory*, 1, 1973, p. 287-308.
- Giovanni SARTORI, *The Theory of Democracy Revisited*, Chatham (N.J.), Chatham House Publications, 1987, 2 vol.
- David HELD, *Models of Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1987.
- Robert DAHL, *Democracy and Its Critics*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1989.
- David HELD, *Democracy and the Global Order : From the Modern State to Cosmopolitan Governance*, Cambridge, Polity Press, 1995.
- Robert DAHL, *On Democracy*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1998.

I.2.

- Giovanni SARTORI, « Concept Misformation in Comparative Politics », *American Political Science Review*, 64, 1970, p. 1033-1053.
- Kenneth BOLLEN, « Political Democracy: Conceptual and Measurement Traps », *Studies in Comparative International Development*, 25(1), printemps 1990, p. 7-24.
- Michael COPPEDGE et Wolfgang REINICKE, « Measuring Polyarchy », *Studies in Comparative International Development*, 25(1), printemps 1990, p. 51-72.
- Phillippe C. SCHMITTER et Terry Lynn KARL, « What Democracy Is. . . and Is Not », *Journal of Democracy*, 2, été 1991, p. 75-88.
- David HELD, « Democracy: from city-States to a cosmopolitan order », *Political Studies*, 40, 1992, p. 10-39.
- Kenneth BOLLEN, « Liberal Democracy: Validity and Sources Biases in Cross-National Measures », *American Journal of Political Science*, 37, 1993, p. 1207-30.
- David BEETHAM (ed.), *Defining and Measuring Democracy*, Sage Publications, 1994.
- Guillermo O'DONNELL, « Delegative Democracy », *Journal of Democracy*, 5(1), janvier 1994, p. 55-69.
- Giovanni SARTORI, « How Far Can Free Government Travel ? », *Journal of Democracy*, 6(3), juillet 1995, p. 101 -111.

- Juan J. LINZ et Alfred STEPAN, « Toward Consolidated Democracies », *Journal of Democracy*, 7(2), avril 1996, p. 14-33.
- Guillermo O'DONNELL, « Illusions about Consolidation », *Journal of Democracy*, 7(2), avril 1996, p. 34-51.
- Larry DIAMOND (ed.), *Consolidating the Third Wave Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997. I. *Themes and Perspectives*.
- David COLLIER et Steven LEVITSKY, « Democracy with Adjectives : Conceptual Innovation in Comparative Research », *World Politics*, 49(3), avril 1997, p. 430-51.
- Fareed ZAKARIA, « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, 99, mars-avril 1998, p. 17-26. (Publié dans *Foreign Affairs* en novembre-décembre 1997 sous le titre « The Rise of Illiberal Democracies »).
- Andreas SCHEDLER, « What is democratic consolidation ? », *Journal of Democracy*, avril 1998, 9(2), p. 91-107.
- Andreas SCHEDLER, Larry DIAMOND et Marc F. PLATTNER (eds.), *The Self-Restraining State : Power and Accountability in New Democracies*, Boulder, Lynne Rienner, 1999.
- Larry DIAMOND, *Developing Democracy: Toward Consolidation*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1999.
- Marc F. PLATTNER, « From liberalism to liberal democracy », *Journal of Democracy*, juillet 1999, 10(3), p.121-134.

II. 1.

- Daniel LERNER, *The Passing of Traditional Society*, Glencoe, Free Press, 1958.
- Seymour Martin LIPSET, « Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy », *American Political Science Review*, 53, mars 1959, p. 69-105.
- Barrington MOORE, *Les Origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, La Découverte-Maspéro, 1983 (nouvelle éd.).
- Zehra ARAT, « Democracy and Economic Development: Modernization Theory Revisited », *Comparative Politics*, 21, 1988, p. 21-36.
- Seymour Martin LIPSET, Kyoung-Ryung SEONG et John Charles TORRES, « Une analyse comparative des prérequis sociaux de la démocratie », *Revue internationale des sciences sociales*, 136, mai 1993, p. 181-205.
- Bertrand BADIE, *Le Développement politique*, Paris, Economica, 1994 (5^e ed.).
- Mark J. GASIOROWSKI et Timothy Joseph POWER, « The structural determinants of democratic consolidation : evidence from the Third World », *Comparative Political Studies*, décembre 1998, 31(6), p.740-771.

II.2

- Dankwart RUSTOW, « Transitions to Democracy », *Comparative Politics*, 2(3), avril 1970, p. 337-363.

- Juan J. LINZ, *The Breakdown of Democratic Regimes. 1, Crisis, Breakdown, and Reequilibration*, Baltimore (Md.), Johns Hopkins University Press, 1978.
- Guillermo O'DONNELL et Philippe SCHMITTER, *Transitions from Authoritarian Rule : Tentative Conclusions about Uncertain Transitions*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1986.
- Giuseppe DI PALMA, *To Craft Democracies, An Essay on Democratic Transitions*, Berkeley, University of California Press, 1990.
- Adam PRZEWORSKI, *Democracy and the Market : Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge University Press, 1991.
- Samuel P. HUNTINGTON, *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991.
- Terry Lynn KARL et Philippe C. SCHMITTER, « Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est », *Revue internationale des sciences sociales*, 128, mai 1991, p. 285-302.
- Samuel P. HUNTINGTON, « How countries democratize », *Political Science Quarterly*, 106 (4), hiver 1991-1992, p. 579-616.
- Scott MAINWARING, Guillermo O'DONNELL et J. Samuel VALENZUELA (eds), *Issues in Democratic Consolidation*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1992.
- Youssef COHEN, *Radicals, Reformers and Reactionaries : The Prisoner's Dilemma and the Collapse of Democracy in Latin America*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1994.
- Josep M. COLOMER, *Game Theory and the Transition to Democracy : the Spanish Model*, Aldershot, Edward Elgar Publishing, 1995.
- Yossi SHAIN et Juan LINZ, *Between States : Interim Governments and Democratic Transitions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- Juan LINZ et Alfred STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America and Post-communist Europe*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996.
- Larry DIAMOND et Marc F. PLATTNER, *The Global Resurgence of Democracy*, Baltimore (Md.), The Johns Hopkins University Press, 1996 (2^e ed.).
- Guy HERMET, *Le Passage à la démocratie*, Paris, Presses de la FNSP, 1996.
- James MAHONEY et Richard SNYDER, « Rethinking Agency and Structure in the Study of Regime Change », *Studies in Comparative International Development*, 34(2), été 1999.
- Josep M. COLOMER, *Strategic Transitions : Game Theory and Democratization*, Baltimore (Md.), Johns Hopkins University Press, 2000.
- Michel DOBRY, « Les transitions démocratiques : regards sur l'état de la "transitologie" », *Revue française de science politique*, août-octobre 2000, 50(4-5), p. 579-764.

III.1

Anthony DOWNS, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and brothers, 1957.

Seymour Martin LIPSET, *L'Homme et la politique*, Paris, Le Seuil, 1963.

- Phillips CUTRIGHT, « National Political Development: Measurement and Analysis », *American Sociological Review*, 28, 1963, p. 253-64.
- Albert O. HIRSCHMAN, *Rival Views of Market Society and Other Recent Essays*, New York, Viking, 1986.
- Robert WADE, *Governing the Market : Economic Theory and the Role of Government in East Asian industrialization*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1990.
- Dietrich RUESCHEMEYER, « Different methods-contradictory results ? : research on development and democracy », *International Journal of Comparative Sociology*, 32 (1-2), avril 1991 : p. 9-38.
- Larry DIAMOND, « Economic Development and Democracy Reconsidered », in Gary Marks et Larry Diamond (eds), *Reexamining Democracy : Essays in Honor of Seymour Martin Lipset*, Newbury Park (Calif.), Sage Publications, 1992.
- Dietrich RUESCHEMEYER, John D. Stephens et Evelyne Huber Stephens, *Capitalist Development and Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1992.
- Claus OFFE, « Vers le capitalisme par construction démocratique ? : la théorie de la démocratie et la triple transition en Europe de l'Est », *Revue française de science politique*, 42 (6), décembre 1992, p. 923-942.
- John F. HELLIWELL, « Empirical Linkages Between Democracy and Economic Growth », *British Journal of Political Science*, 24(2), avril 1994, p. 225-48.
- Ross E. BURKHART et Michael LEWIS-BECK, « Comparative Democracy : The Economic Development Thesis », *American Political Science Review*, 88(4), décembre 1994, p. 903-910.
- Edward N. MULLER, « Economic Determinants of Democracy », *American Sociological Review*, 60(4), décembre 1995, p. 966-82.
- Adam PRZEWORSKI (et al.), « What makes democracy endure ? », *Journal of Democracy*, janvier 1996, 7(1), p. 39-55.
- Adam PRZEWORSKI, Fernando LIMONGI, « Modernization : theories and facts », *World Politics*, janvier 1997, 49(2), p. 155-183.
- Mark J. GASIOROWSKI, « Macroeconomic conditions and political instability : an empirical analysis », *Studies in Comparative International Development*, automne 1998, 33(3), p. 3-17.
- Adam PRZEWORSKI, *Democracy and Development : Political Institutions and Well-being in the World : 1950-1990*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.
- Mark J. GASIOROWSKI, « Democracy and macroeconomic performance in underdeveloped countries : an empirical analysis », *Comparative Political Studies*, avril 2000, 33(3), p.319-349.

III.2

- Giuseppe DI PALMA, « Legitimation from the top to civil society : politico cultural change in Eastern Europe », *World Politics*, 44 (1), octobre 1991, p. 49-80.
- John HIGLEY et Richard GUNTHER (eds), *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

Robert PUTNAM, *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, 1993.

Joan M. NELSON, « Labor and Business Roles in Dual Transitions: Building Blocks or Stumbling Blocks ? », in Joan M. Nelson (et al.), *Intricate Links : Democratization and Market Reforms in Latin America and Eastern Europe*, New Brunswick (N.J.), Transaction, 1994.

Georgina WAYLEN, « Women and democratization : conceptualizing gender relations in transition politics », *World Politics*, 46 (3), avril 1994, p. 327-354.

Ruth BERINS COLLIER et James MAHONEY, « Adding collective actors to collective outcomes : labor and recent democratization in South America and Southern Europe », *Comparative Politics*, avril 1997, 29(3), p. 285-03.

Ruth BERINS COLLIER, *Paths toward Democracy : The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

III.3

Gabriel Abraham ALMOND et Sidney VERBA, *The Civic Culture : Political Attitudes and Democracy in five nations*, Newbury Park (Calif.), Sage, 1989 (1963).

Arend LIJPHART, *Democracy in Plural Societies : A Comparative Exploration*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1977.

Donald L. HOROWITZ, *Ethnic Groups in conflict*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1985.

Samuel P. HUNTINGTON, « Religion and the third wave », *National Interest*, 24, été 1991, p. 29-42.

Donald L. HOROWITZ, « Democracy in Divided Societies », *Journal of Democracy*, 4(4), octobre 1993, p. 18-38.

Francis FUKUYAMA, « Confucianism and Democracy », *Journal of Democracy*, 6(2), avril 1995, p. 20-33.

Jean-François BAYART, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

Patrick MICHEL (et al.), *Religion et démocratie*, Paris, Albin Michel, 1996.

Robert A. DAHL, « Development and Democratic Culture », in Larry Diamond et al. (eds), *Consolidating the Third Wave Democracies : Themes and Perspectives*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1997.

Ronald INGLEHART, *Modernization and Postmodernization : Cultural, Economic, and Political change in 43 societies*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1997.

Milada Anna VACHUDOVA et Tim SNYDER, « Are transitions transitory ? : two types of political change in Eastern Europe since 1989 », *East European Politics and Societies*, hiver 1997, 11(1), p. 1-34.

Amartya SEN, « Democracy as a universal value », *Journal of Democracy*, juillet 1999, 10(3), p. 3-17.

Jack L. SNYDER, *From Voting to Violence : Democratization and Nationalist Conflict*, New York, W.W. Norton, 2000.

III.4

- Alfred STEPAN, *Rethinking Military Politics : Brazil and the Southern Cone*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1988.
- Arend LIJPHART, « Constitutional choices for new democracies », *Journal of Democracy*, 2 (1), hiver 1991, p. 72-84.
- Scott MAINWARING, « Presidentialism, multipartism, and democracy : the difficult combination », *Comparative Political Studies*, 26 (2), juillet 1993, p. 198-228.
- Alfred STEPAN et Cindy SKACH, « Constitutional framework and democratic consolidation. Parliamentarism vs presidentialism », *World Politics*, 46 (1), octobre 1993, p. 1-22.
- Juan J. LINZ et Arturo VALENZUELA (eds), *The Failure of Presidential Democracy*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1994.
- Samuel P. HUNTINGTON, « Reforming civil-military relations », *Journal of Democracy*, octobre 1995, 6(4), p. 9-17.
- Jeffrey PRIDHAM et Paul LEWIS (eds), *Stabilising Fragile Democracies : Comparing New Party systems in Southern and Eastern Europe*, Londres, Routledge, 1996.
- Lawrence LEDUC, Richard G. NIEMI et Pippa NORRIS (eds), *Comparing democracies : Elections and Voting in Global Perspective*, Londres, Sage, 1996.
- Arend LIJPHART et Carlos H. WAISMAN, *Institutional design in new democracies, Eastern Europe and Latin America*, Boulder (Colo.), Westview, 1996.
- Scott MAINWARING, « Party systems in the third wave », *Journal of Democracy*, juillet 1998, 9(3), p. 67-81.
- Arend LIJPHART, *Patterns of Democracy : Government Forms and Performance in thirty-six Countries*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1999.

III.5

- Kenneth BOLLEN, « World System Position, Dependency, and Democracy : The Cross-National Evidence », *American Sociological Review*, 48, 1983, p. 468-79.
- Lev S. GONICK et Robert M. ROSH, « The Structural Constraints of the World-Economy on National Political Development », *Comparative Political Studies*, 21, 1988, p. 171-99.
- Abraham LOWENTHAL (ed.), *Exporting Democracy : The United States and Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1991.
- Harvey STARR, « Democratic Dominoes : Diffusion Approaches to the Spread of Democracy in the International System », *Journal of Conflict Resolution*, 35(2), juin 1991, p. 356-381.
- Laurence WHITEHEAD (ed.), *The International Dimensions of Democratization. Europe and the Americas*, New York, Oxford University Press, 1996.
- Peter BURNELL et Alan WARE (eds), *Funding democratization*, Manchester, Manchester University Press, 1998.

Pascal DELWITT et Jean-Michel DE WAELE, *La Démocratisation en Europe centrale : la coopération paneuropéenne des partis politiques*, Paris, L'Harmattan, 1998.

Thomas CAROTHERS, *Aiding Democracy Abroad. The Learning Curve*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 1999.

James SCOTT, « Transnationalizing Democracy Promotion : The Rôle of Western Political Foundations and Think-tanks », *Democratization*, automne 1999, 6(3), p. 146-170.

Jean GRUGEL (ed.), *Democracy without Borders. Transnationalization and Conditionality in new Democracies*, Londres, Routledge, 2000.

Marina OTTAWAY et Thomas CAROTHERS (eds), *Funding Virtue. Civil Society Aid and Democracy Promotion*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2000.

J.C. SHARMAN et Roger E. KANET, « International Influences on Democratization in Postcommunist Europe », in James F. Hollifield et Calvin Jillson (eds), *Pathways to Democracy: The Political Economy of Democratic Transitions*, New York, Routledge, 2000.

Différence et Démocratie

(Alexandre Jaunait)

La bibliographie présentée sous le titre « différence et démocratie » regroupe des auteurs ne se reconnaissant pas nécessairement d'une même école ou sous-discipline. Définir le concept de différence pourrait d'abord consister en une énumération de termes aux significations éloignées les unes des autres : identité, communauté, culture, genre, etc. Pris comme tels, ces termes ne rendent évidemment compte d'aucune synonymie permettant de clarifier un concept opérationnel de *différence* dans le domaine de la théorie politique. De quelle unité peut-on alors se prévaloir pour la construction d'une problématique opposant ou liant différence et démocratie ?

Les ouvrages présentés dans ce travail s'inscrivent dans le cadre d'une discussion de la démocratie libérale. La théorie libérale de la démocratie y est critiquée dans ses fondements philosophiques, dans ses prémisses mêmes. Critiques radicales ou amendements à visée réformatrice, ces prétentions n'impliquent pas nécessairement une profession de foi anti-libérale, et ce d'autant moins que l'identification d'une théorie libérale de la démocratie est elle-même largement problématique. On pourra même considérer que la seule unité un peu tangible du concept de différence opposé à celui de démocratie, tient justement dans ces critiques par lesquelles se trouvent subsumées sous un même vocable des théories divergentes. La *différence* devient ainsi l'argument de contestation d'une théorie libérale de la démocratie, d'un *courant dominant*, dont l'unité est plus que fragile au regard des auteurs censés la défendre. « Vaste programme ! » qui consisterait alors à rendre compte de ces divergences au sein même de la théorie libérale, mais qui n'est pas l'objet de ce travail. On renverra donc, pour solde de tout paradigme libéral, aux principaux auteurs discutés, à savoir, John Rawls, Ronald Dworkin et Bruce Ackerman.

Un argument plus convainquant en faveur de l'unité du terme de différence tiendrait à la critique, centrale et désormais classique en théorie politique, de la *représentation* politique. La démocratie représentative, par la *manière* dont elle représente, concentre toutes les critiques différentialistes. L'universalité du représentant est dénoncée comme le concept inaugural d'une exclusion de la différence comme catégorie dominée de la politique. La représentation, en son sens le plus physique, comme présence de ce qui différencie ou de celui ou celle par qui la différence arrive, devient ainsi l'enjeu principal de la scène critique. La potentialité sociale de la différence, son actualisation politique, est bien d'exister comme *minorité* dans l'espace public démocratique. C'est ainsi que le statut des minorités se pose comme un double problème : au niveau de la représentation nationale comme au niveau des groupes eux-mêmes. Quels sont les risques de la représentation de la différence ? Quel statut la démocratie accorde-t-elle à la différence en la reconnaissant ? Ironie des luttes, le problème semble finalement le même à l'échelle du groupe et à celui de la communauté politique : pour l'un, il s'agit de « catégoriser » et par là-même de reconnaître comme pertinent un critère de distinction que le libéralisme se refuse à voir au nom de l'égalité de chacun ; de l'autre, la revendication de reconnaissance prend le risque d'une essentialisation de l'identité, d'un *political fixing* qui contredit les raisons d'être d'une lutte en conférant une pertinence morale à une distinction voulue comme seulement politique.

Ce problème théorique et logique se trouve au cœur de chacune des controverses qu'on présente ici - et qui sont l'occasion d'une recontextualisation des arguments défendus dans la théorie communautarienne et/ou la théorie féministe. Les théories de la démocratie délibérative par exemple, peuvent être liées à une pensée de la différence qui tente d'échapper à la fixité de la reconnaissance statique. Délibérer, c'est ouvrir un processus de discussion qui rend possible une construction réversible et fluide d'une identité informée de sa propre contingence - souci généalogique de l'identité par excellence. Liée à la rationalité politique dans sa propre compréhension d'elle-même, la politique des identités autorise ainsi à penser

différemment la fabrique politique, sous la forme d'une participation moins assertive et moins agonistique de chacun.

Les contributions présentées dans ce travail, sous la forme de travaux pionniers ou de controverses particulièrement polémiques, acquièrent ainsi une certaine unité au regard des problèmes théoriques communs qu'elles affrontent en critiquant les théories libérales de la démocratie. Cette présentation ne prétend pas « défendre » ces travaux, mais en défendre la complexité et la contribution à la théorie démocratique, bien loin des caricatures françaises et des oppositions simplistes. Car à bien des égards, on peut considérer que la critique formulée du point de vue d'une minorité, est également le regard le plus informé qu'on puisse porter sur le fonctionnement d'un système politique dont l'ambition est démocratique.

N. B. : dans le cas de certains ouvrages devenus « classiques », nous citons la traduction française lorsqu'elle nous semble significative. Nous ne recensons pas à cet égard toutes les traductions existantes et si elles n'apparaissent pas ici, cela ne veut donc pas dire qu'elles n'existent pas.

Les communautariens et le multiculturalisme

Le communautarisme est certainement le courant qui a concentré les meilleurs arguments philosophiques d'une critique du paradigme libéral de la démocratie. Il n'est pas antérieur à des mouvements critiques tels que le féminisme, mais il a, parfois, permis d'unifier une argumentation dont les fondements étaient souvent centrés sur la différence invoquée et non sur le type même de paradigme démocratique permettant de la penser.

Le communautarisme est en effet une véritable « matrice philosophique » en ce sens qu'il interroge les règles formelles de l'ordre social et les principes de justice dans une démocratie libérale, au regard d'une conception du « bien commun ». Tandis que le libéralisme privilégie l'individu et le consentement dans la construction de l'universalité, le communautarisme déplace le regard sur les racines historiques et proprement sociales du bien. D'un côté, l'accent est mis sur l'aspect déontologique des droits et libertés individuels, de l'autre sur les formes de vertus de la communauté politique.

On conçoit aisément à quel point une critique du libéralisme trouve un appui solide dans la philosophie communautarienne. La critique du libéralisme est aussi une critique de la domination où les principes d'universalité sont dénoncés comme marqués et non-neutres, et où le contractualisme est décrit comme imposé et fictionnel. Les mouvements minoritaires peuvent trouver dans le communautarisme un argumentaire permettant, d'une part de critiquer la nature perverse de la domination libérale, et d'autre part de valoriser l'identité même de leur groupe dont les racines historiques et sociales deviennent significatives et politiquement pertinentes.

Le multiculturalisme quant à lui pose plus précisément une question politique à laquelle les communautariens ont tenté de répondre : celle de la séparation et/ou de l'intégration. Selon le camp dans lequel on se place, on n'assignera pas au cadre politique démocratique les mêmes objectifs. La critique adressée aux libéraux, telle qu'elle a été théorisée, mais aussi telle qu'elle s'est révélée dans différentes luttes sociales historiques, porte sur le fait que la philosophie libérale ne valorise pas les différences et promeut un universalisme « inattentif » à la différence et à l'hétérogénéité. Le multiculturalisme est une question pratique posée au politique, celle du respect des cultures différentes dans un cadre où la tradition se préoccupe de

l'intégration plus que des identités. Les enjeux du multiculturalisme ont principalement émergé à propos des cultures ethniques et des questions raciales aux Etats-Unis, du féminisme non libéral-humaniste et des problématiques liées au genre et aux identités sexuelles, ainsi, dans la littérature nord-américaine, que sur la question spécifique Québec/Canada.

La diversité des enjeux évoqués permet cependant de mieux comprendre le terme de « différence ». Cette différence pose incessamment trois ordres de question. Au niveau philosophique d'abord, où des conceptions du bien différentes de celles avancées par le libéralisme sont défendues. Au niveau sociologique ensuite, où les différences invoquées et défendues trouvent une limite et posent la question de leur essentialisation et de la hiérarchie des allégeances (la femme francophone, d'ascendance africaine vivant au Québec qu'évoque Anne Phillips). Et enfin, au niveau de l'organisation politique. En effet, qu'il s'agisse de la question du bien et du juste ou de la place accordée aux politiques de l'identité et de la reconnaissance, la question du régime concret dans lequel s'organise la politique est posée. La critique porte sur la centralité de l'Etat et plus généralement sur les principes de l'organisation de la société (cf. la critique de Sandel sur la « république procédurale » aveugle aux véritables enjeux et aux formes concrètes de vie). Contre l'idéal de l'assimilation, les politiques de la différence permettent de porter un regard nouveau sur un pluralisme culturel démocratique. C'est d'ailleurs cette problématique liant différence et démocratie qui nourrit le plus en profondeur les réflexions sur la démocratie délibérative – qu'on ne recensera pas ici.

Shlomo AVINERI, Avner de SHALIT (eds.), *Communitarianism and Individualism*, New York, Oxford University Press, 1992.

Daniel A. BELL, *Communitarians and its Critics*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

André BERTEN, Pablo DA SILVEIRA, Hervé POURTOIS, *Libéraux et communautariens*, Paris, PUF, 1997.

Jean L. COHEN, Andrew ARATO, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, MIT Press, 1992.

William E. CONNOLLY, *Identity/Differences : Democratic Negotiations of Political Paradox*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

Elisabeth FRAZER, Nicola LACEY, *The Politics of Community : A Feminist Critique of the Liberal-Communitarian Debate*, Londres, Harvester Wheatsheaf, 1993.

Nancy FRASER, « Rethinking the public sphere : A contribution to the critique of actually existing democracy » in Craig CALHOUN, *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, MIT Press, 1992.

Charles FRIED (ed.), *Workshop on Minorities, Community and Identity*, Berlin, Springer-Verlag, 1983.

Nathan GLAZER, *Beyond the Melting Pot : the Negroes, Puerto Ricans, Jews, Italians, and Irish of New York City*, Cambridge, Harvard University Press & MIT Press, 1963.

Nathan GLAZER, D. P. MOYNIHAN (eds.), *Ethnicity : Theory and Experience*, Cambridge, Harvard University Press, 1975.

Nathan GLAZER, *Ethnic Dilemmas : 1964-1982*, Cambridge, Harvard University Press, 1983.

Nathan GLAZER, *We Are All Multiculturalists Now*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.

- Amy GUTMANN, « Communitarian critics of liberalism », *Philosophy and Public Affairs*, vol. 14, n°3, 1985, p. 308-322.
- Amy GUTMANN, (ed.), *Multiculturalism and the "Politics of Recognition"*, Princeton, Princeton University Press, 1992.
- John HORTON (ed.), *Liberalism, Multiculturalism and Toleration*, Basingstoke, Macmillan, 1993.
- Will KYMLICKA, *Liberalism, Community and Culture*, Oxford, Clarendon Press, 1989.
- Will KYMLICKA, *The Rights of Minority Cultures*, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- Will KYMLICKA, *Multicultural Citizenship : a Liberal Theory of Minority Rights*, Oxford, Oxford University Press, 1997.
- Ernesto LACLAU (ed.), *The Making of Political Identities*, London, Verso, 1994.
- Alasdair MAC INTYRE, *After Virtue : A study in Moral Theory*, Londres, Duckworth, 1981.
- Alasdair MAC INTYRE, *Whose Justice ? Which Rationality ?*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1998.
- Jane MANSBRIDGE, *Beyond Adversary Democracy*, New York, Basic Books, 1980.
- Jane MANSBRIDGE (ed.), *Beyond self-interest*, Chicago/London, University of Chicago Press, 1990.
- Stephen MULHALL, Adam SWIFT (eds.), *Liberals and Communitarians*, Oxford, Blackwell, 1992.
- Derek L. PHILLIPS, *Looking Backward : A Critical Appraisal of Communitarian Thought*, Princeton, Princeton University Press, 1993.
- Joseph RAZ, *The Morality of Freedom*, Oxford, Clarendon Press, 1990, 435 p.
- Joseph RAZ, « Multiculturalism : A Liberal Perspective », *Dissent*, hiver 1994, p. 67-79.
- David RASSMUSSEN (ed.), *Universalism vs. Communitarianism : Contemporary Debates in Ethics*, Cambridge, MIT Press, 1990.
- Michael J. SANDEL, *Liberalism and the Limits of Justice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989 [traduction française, *Le Libéralisme et les limites de la justice*, Paris, Seuil, 1999].
- Michael J. SANDEL, *Democracy's Discontent. America in Search of a Public Philosophy*, Cambridge, Harvard University Press, 1996.
- Charles TAYLOR, *Sources of the Self : the Making of the Modern Identity*, Cambridge, Harvard University Press, 1989 [traduction française, *Les Sources du moi. La formation de l'identité moderne*, Paris, Seuil, 1998].
- Charles TAYLOR, *The Ethics of Authenticity*, Cambridge, Harvard University Press, 1992.
- Michael WALZER, *Spheres of Justice : A Défense of Pluralism and Equality*, New York, Basic Books, 1983 [traduction française, *Sphères de justice. Une défense du pluralisme et de l'égalité*, Paris, Seuil, 1997].
- Michael WALZER, *What it Means to be American*, New York Marsilio, 1992.
- Michael WALZER, *Pluralism, Justice and Equality*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

Michael WALZER, *On Toleration*, New Haven, Yale, Yale University Press, 1997.

Sheldon S. WOLIN, « Democracy, Difference and Re-Cognition », *Political Theory*, n°21, 1993, p. 464-483.

Iris Marion YOUNG, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

Classement chronologique

Nathan GLAZER, 1963.

Nathan GLAZER, D. P. MOYNIHAN (eds.), 1975.

Nathan GLAZER, 1983.

Charles FRIED (ed.), 1983.

Jane MANSBRIDGE, 1980.

Alasdair MAC INTYRE, 1981.

Michael WALZER, 1983.

Amy GUTMANN, 1985.

Will KYMLICKA, 1989.

Charles TAYLOR, 1989.

Michael J. SANDEL, 1989.

Joseph RAZ, 1990.

David RASSMUSSEN (ed.), 1990.

Iris Marion YOUNG, 1990.

William E. CONNOLLY, 1991.

Shlomo AVINERI, Avner de SHALIT, 1992.

Jean L. COHEN, Andrew ARATO, 1992.

Nancy FRASER, 1992.

Amy GUTMANN, 1992.

Stephen MULHALL, Adam SWIFT (eds.), 1992.

Charles TAYLOR, 1992.

Michael WALZER, 1992.

Daniel A. BELL, 1993.

Elisabeth FRASER, Nicola LACEY, 1993.

John HORTON (ed.), 1993.

Derek L. PHILLIPS, 1993.

Sheldon S. WOLIN, 1993.

Ernesto LACLAU (*ed.*), 1994.

Joseph RAZ, 1994.

Will KYMLICKA, 1995.

Michael WALZER, 1995.

Michael J. SANDEL, 1996.

André BERTEN, Pablo DA SILVEIRA, Hervé POURTOIS, 1997.

Will KYMLICKA, 1997.

Alasdair MAC INTYRE, 1998.

La démocratie, le féminisme et la question du genre

La critique féministe du libéralisme démocratique mérite une place à part dans une problématique reposant sur « différence et démocratie ». Il ne s'agit pas de recenser tous les ouvrages de théorie féministe, mais de citer quelques-uns de ceux dont la préoccupation centrale, ou la cible, est la théorie démocratique. Certes, il s'agit de critiques, mais dans le cadre d'une réflexion profonde sur la nature même de l'ordre démocratique. A cet égard, aussi bien dans les ouvrages que dans les mouvements sociaux, la théorie féministe, basée sur une critique de la domination qu'autorise ou ne peut empêcher un cadre libéral fondé sur l'intérêt (*interest-based*), s'est élargie aux questions de genre et de différence des sexes. On a reporté l'élargissement de la critique féministe à la question du genre dans la dernière sous-partie du classement en choisissant d'éclairer ce terrain en partant d'une controverse précise.

Reste à préciser que la théorie féministe est loin d'être homogène, ce dont ne rend pas compte l'énumération sans classement qui suit. On peut en dire cependant que la critique des formes sociales de la domination masculine converge en deux points. Le premier prend la forme d'un constat : celui d'une structuration de l'ordre politique selon des principes bénéficiant, historiquement et de manière contemporaine, aux hommes. Le deuxième point consiste en une volonté de réforme démocratique procédant, d'une part d'une critique du système de représentation, et d'autre part d'une critique des formes concrètes du débat et de la manière dont la politique est faite et la décision fabriquée. Le grand intérêt d'une critique féministe repose ainsi sur la très forte « homologie structurale » présumée entre le champ politique et le champ social, et par là même sur la question de l'incidence d'une réforme du système politique sur les pratiques et l'ordre sociaux.

Linda ALCOFF, « Cultural Feminism *versus* Post-Structuralism : The Identity Crisis in Feminist Theory », *Signs*, 13.3, printemps 1988, p. 405-436.

Seyla BENHABIB, *Feminist Contentions : A Philosophical Exchange*, New York Routledge, 1995.

- Seyla BENHABIB (ed.), *Democracy and Difference. Contesting the Boundaries of the Political*, Princeton, Princeton University Press, 1996.
- Judith BUTLER, *Gender Trouble. Feminism and the Subversion of Identity*, New York & Londres, Routledge, 1990.
- Judith BUTLER, Joan W. SCOTT, (dir.), *Feminists Theorize the Political*, New York, Routledge, 1992.
- Carol GILLIGAN, *In a Different Voice. Psychological Theory and Women's Development*, Cambridge, Harvard University Press, 1982.
- Carol C. GOULD, *Rethinking Democracy*, Cambridge, MIT Press, 1990.
- Virginia HELD, *Feminist Morality : Transforming Culture, Society and Politics*, Chicago, Chicago University Press, 1993.
- Catharine MacKINNON, *Feminism Unmodified : Discourses on Life and Law*, Cambridge, Harvard University Press, 1987.
- Catharine MacKINNON, *Toward a Feminist Theory of the State*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- Catharine MacKINNON, *Gender and Institutions : Welfare, Work and Citizenship*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- Jane MANSBRIDGE, Susan OKIN, *Feminism*, Aldershot, Elgar, 1994.
- Susan MENDUS, « Losing the Faith : Feminism and Democracy » in John DUNN (ed.), *Democracy : The Unfinished Journey, 508 B.C. to A.D. 1993*, Oxford, Oxford University Press, 1992.
- Jonathan NED KATZ, *The Invention of Heterosexuality*, New York, Plume/Penguin, 1995.
- Nel NODDINGS, *Caring : A Feminine Approach to Ethics and Moral Education*, Berkeley, University of California Press, 1984.
- Susan OKIN, *Justice, Gender and the Family*, New York, Basic Books, 1989.
- Shane PHELAN, *Identity Politics : Lesbian Feminism and the Limits of Community*, Philadelphia, Temple University Press, 1989.
- Anne PHILLIPS, *Feminism and Equality*, New York, New York University Press, 1987.
- Anne PHILLIPS, *Engendering Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1991.
- Anne PHILLIPS, *Democracy and Difference*, University Park, University of Pennsylvania Press, 1993.
- Anne PHILLIPS, *The Politics of Presence*, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- Joan SCOTT, *Only Paradoxes to Offer : French Feminists and the Rights of Man*, Cambridge, Harvard University Press, 1996 [traduction française, *La Citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel, 1998].
- Michael WARNER, *Fear of a Queer Planet. Queer Politics and Social Theory*, Minneapolis & Londres, University of Minnesota Press, 1993.
- Iris Marion YOUNG, *Feminist Ethics and Social Policy*, Bloomington, Indiana University Press, 1997.

Iris Marion YOUNG, *Inclusion and Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

Classement chronologique

Carol GILLIGAN, 1982

Nel NODDINGS, 1984.

Catharine MacKINNON, 1987.

Anne PHILLIPS, 1987.

Linda ALCOFF, 1988.

Catharine MacKINNON, 1989.

Susan OKIN, 1989.

Shane PHELAN, 1989.

Judith BUTLER, 1990.

Carol C. GOULD, 1990.

Anne PHILIPPS, 1991.

Judith BUTLER, Joan W. SCOTT (*dir.*), 1992.

Susan MENDUS, 1992.

Virginia HELD, 1993.

Anne PHILIPPS, 1993.

Michael WARNER, 1993.

Jane MANSBRIDGE, Susan OKIN, 1994.

Seyla BENHABIB, 1995.

Jonathan NED KATZ, 1995.

Seyla BENHABIB (*ed.*), 1996.

Johan SCOTT, 1996.

Iris Marion YOUNG, 1997.

Catharine MacKINNON, 1998.

Iris Marion YOUNG, 2000.

La controverse académique du multiculturalisme

Version américaine

La théorie démocratique ne rencontre pas le problème de la différence du seul point de vue de la représentation. C'est sur les terrains de l'éducation et de la culture que se sont déroulées les controverses les plus violentes autour de la question du multiculturalisme. Paradoxalement, la controverse américaine a concerné un public relativement restreint d'intellectuels et d'universitaires sans chercher, autrement qu'allusivement ou sans souci prioritaire d'analyse – ce qui est le propre de la polémique –, à discuter les thèses philosophiques liées aux notions d'identité et de reconnaissance telles qu'elles ont pu être traitées par les communautariens. A l'origine de la controverse, une campagne conservatrice, soutenue par la droite reaganienne, est lancée contre les politiques d'*Affirmative Action* (« discrimination » ou « action » positive) sur les campus des grandes universités américaines, ainsi que contre la *Political Correctness*, terme inventé par cette même droite conservatrice pour désigner l'orthodoxie politique selon elle sous jacente aux règles d'expression orale proposées dans certaines universités pour atténuer les formes de discrimination véhiculées dans le langage. Les arguments utilisés correspondent à ceux de la rhétorique décrite par Hirshman et qui consistent à dénoncer les effets pervers des politiques de discrimination positive en montrant, de manière contradictoire, qu'elles aboutissent à des résultats contraires à ceux qui sont escomptés, tout en affirmant que les objectifs visés sont par eux-mêmes dangereux (thèses : des « effets pervers », de « l'inanité » et de la « mise en péril » ; cf. Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991). Dans cette perspective, on oppose une coalition radicale de cultures minoritaires (féministe, marxiste, afro-centrée, post-moderne ou déconstructionniste) à la défense d'une haute culture américaine et de ses grands textes évoqués dans la filiation straussienne. La différence est ici dénoncée, entre autres, comme destructrice de l'identité américaine.

Leo STRAUSS, *Natural Right and History*, Chicago, University of Chicago Press, 1953 [trad. française, *Droit naturel et histoire*, Paris, Plon, 1954].

Leo STRAUSS, *What is Political Philosophy ? : and Other Studies*, New York, Free Press of Glencoe, 1959 [trad. française, *Qu'est-ce que la philosophie politique ?*, Paris, PUF, 1992].

Leo STRAUSS, *Political Philosophy : Six Essays*, Indianapolis, Pegasus, 1975.

Benjamin R. BARBER, *An Aristocracy of Everyone. The Politics of Education and the Future of America*, New-York, Ballantine Books, 1992 [traduction française, *L'Excellence et l'égalité. De l'éducation en Amérique*, Paris, Belin, 1993].

Allan BLOOM, *The Closing of the American Mind. How Higher Education has Failed Democracy and Impoverished the Soul of Today's Students*, New York, Simon and Schuster, 1987 [traduction française, *L'Ame désarmée. Essai sur le déclin de la culture générale*, Paris, Julliard, 1987].

Allan BLOOM, *Liberal Education and its Enemies*, Colorado Springs, Air Force Academy, 1991.

Dinesh D'SOUZA, *Illiberal Education : The Politics of Race and Sex on Campus*, New York, Free Press, 1991 [traduction française, *L'Éducation contre les libertés. Politiques de la race et du sexe sur les campus américains*, Paris, Gallimard, 1993].

Roger KIMBALL, *Tenured Radicals : How Politics Has Corrupted Our Higher Education*, New York, Harper & Row, 1990.

Russell KIRK, *America's British Culture*, New Brunswick, Transaction, 1993.

Thomas L. PANGLE, *The Ennobling of Democracy : The Challenge of the Postmodern Era*, Baltimore/London, John Hopkins University Press, 1992.

Arthur M. SCHLESINGER Jr., *The Disuniting of America. Reflexions on a Multicultural Society*, Knoxville, Whittle Direct Books, 1991 [traduction française, *La Désunion de l'Amérique*, Paris, Liana Levi, 1993].

Nancy WAREHIME, *To Be One of Us : Cultural Conflict. Creative Democracy and Education*, Albany, SUNY Press, 1993.

Bruce WILSHIRE, *The Moral Collapse of the University*, Albany, SUNY Press, 1990.

Classement chronologique

STRAUSS, 1953.

STRAUSS, 1959.

STRAUSS, 1975.

BLOOM, 1987.

KIMBALL, 1990.

WILSHIRE, 1990.

BLOOM, 1991.

D'SOUZA, 1991.

SCHLESINGER Jr, 1991

BARBER, 1992.

PANGLE, 1992.

KIRK, 1993.

WAREHIME, 1993.

La version française

La controverse des campus américains a été précocement importée sur la scène intellectuelle française, sans pour autant bénéficier des conditions d'un débat contradictoire. Comme l'indique Eric Fassin, le terme de *Political Correctness* est un « signifiant flottant » dont chacun s'accuse et qui ne trouve aucun défenseur : personne ne se dit « politiquement correct » et à cet égard, les seuls ouvrages de la controverse américaine traduits en français ont été ceux d'Allan Bloom, de Dinesh d'Souza et d'Arthur Schlesinger Jr (c'est-à-dire les ouvrages de référence de la critique du multiculturalisme).

En France, le thème du multiculturalisme et de la *PC* a été le relais d'une bataille déjà engagée par certains intellectuels au sortir du bicentenaire de la Révolution française. Ce thème appuie un plaidoyer virulent pour la défense de l'unicité républicaine, de l'école laïque et de la culture classique. C'est donc également sur le terrain de l'école que se développera la controverse française, et tout particulièrement dans le cadre de « l'affaire » du foulard islamique qui permettra la constitution des différents camps intellectuels. On remarquera à quel point la scène intellectuelle française libérale et républicaine modifie alors le sens politique qu'elle investissait auparavant dans l'utilisation de la « rhétorique de l'Amérique » (cf. Jean-Philippe MATHY, *Extrême-Occident : French Intellectuals and America*, Chicago, Chicago University Press, 1993). D'une référence aux Etats-Unis comme un « modèle » de révolution réussie, on passe à une dénonciation de l'Amérique des minorités et des ghettos, du multiculturalisme et de l'orthodoxie politique (sur ce point, voir Eric FASSIN, « *Good cop, bad cop. Modèle et contre-modèle américains dans le discours libéral français depuis les années 80* », *raisons politiques* (nouvelle série), n°1, février 2001, p. 77-87). C'est l'occasion pour certains de dénoncer la « tyrannie des minorités » (Raynaud, 1980) ou la « passion égalitaire moderne » (Furet, 1980).

Elisabeth BADINTER, Régis DEBRAY, Alain FINKIELKRAUT, Elisabeth de FONTENAY, Catherine KINTZLER, « Profs, ne capitulons pas ! », *Le Nouvel Observateur*, 2-8 novembre 1989.

Eric FASSIN, « La chaire et le canon : les intellectuels, la politique et l'université aux Etats-Unis », *Annales*, 48(2), mars-avril 1993, p. 265-301.

Eric FASSIN, « *Political Correctness* en version originale et en version française : un malentendu révélateur », *Vingtième siècle*, n°43, juillet-septembre 1994, p. 30-42.

Eric FASSIN, « L'avenir du multiculturalisme », *Le Débat*, n°97, 1997, p. 130-184.

Alain FINKIELKRAUT, « La sainte alliance des clergés », *Le Monde*, 25 octobre 1989.

Alain FINKIELKRAUT, « La crise de la transmission », *Esprit*, n°12, 1996, p. 54-64.

François FURET (entretien avec), « L'utopie démocratique à l'américaine », *Le Débat*, n°69, mars-avril 1992, p. 80-91.

Pierre GUERLAIN, « "Politiquement correct", un débat américain », *Commentaire*, 15 (60), hiver 1992-1993, p. 854-855.

Annie KRIEGEL, « La crise de l'enseignement aux Etats-Unis », *Le Figaro*, 7 mai 1991.

Blandine KRIEGEL, *Propos sur la démocratie : essais sur un idéal politique. Les chemins de l'Etat* 3, Paris, Descartes, 1994.

Blandine KRIEGEL, *Les Droits de l'homme et le droit naturel*, Paris, PUF, 1989 [1^{ère} édition in *Mélanges Maurice Duverger*, 1987].

Pierre MANENT, *La Cité de l'homme*, Paris, Flammarion, 1994.

Philippe RAYNAUD, « De la tyrannie de la majorité à la tyrannie des minorités », *Le Débat*, n°69, mars-avril 1992, p. 50-59.

Philippe RAYNAUD, Paul THIBAUD, *La Fin de l'école républicaine*, Paris, Calmann-Lévy/Fondation St Simon, 1990.

Danièle SALLENAVE, « DWEMS », *Le Messager européen*, 5, 1991, p. 99. [DWEMS pour *Dead White European Males*]

François WEIL, « Les universités américaines et la *political correctness* » *Le Débat*, n°69, mars-avril 1992, p. 68-78.

Classement chronologique

KRIEGEL, 1987.

BADINTER, DEBRAY, FINKIELKRAUT, FONTENAY, KINTZLER, 1989.

FINKIELKRAUT, 1989.

RAYNAUD, THIBAUD, 1990.

KRIEGEL, 1991.

SALLENAVE, 1991.

FURET, 1992.

RAYNAUD, 1992.

WEIL, 1992.

GUERLAIN, 1992-1993.

FASSIN, 1993.

FASSIN, 1994.

KRIEGEL, 1994.

MANENT, 1994.

FINKIELKRAUT, 1996.

FASSIN, 1997.

Politiques du genre : les controverses du PaCS et de la parité

Le questionnement sur le traitement de la différence en démocratie a trouvé un point de cristallisation dans deux controverses qui éclairent les lignes de clivages politiques contemporaines en France : le PaCS et la parité. Si ces débats sont ici traités ensemble, c'est bien parce qu'ils laissent se dessiner les mêmes lignes argumentatives, et ce en-deça et au-delà d'une opposition simple de type pour/contre. Dans ces débats, les éléments de critique développés autour de la question du multiculturalisme se retrouvent presque à l'identique sous leur forme idéologique, de même que les « camps argumentatifs » qui s'étaient alors formés sur cet autre débat. Nulle surprise n'est alors justifiée par cette analogie, celle-ci témoignant justement de la force des courants de pensée affrontant la question de la différence et de son statut politique.

Autour de mesures favorisant l'accès des femmes à la représentation, ou l'égalité des droits entre les couples de même sexe et les couples de sexe différent, se fait jour une ligne de clivage portant sur la question des différences fondamentales que doit prendre en compte la démocratie. En l'occurrence, il est question de savoir s'il existe *une* différence *plus pertinente*

que d'autres et si celle-ci doit mériter un traitement approprié – question déjà au cœur de la théorie féministe.

Sur ce sujet, deux camps apparaissent. Le premier pourrait être qualifié de féministe-conservateur. Il postule qu'il existe bien une différence fondamentale, qui n'est pas tant une différence de nature qu'une différence de culture. Cet argument procède à une forme de naturalisation de la culture comme fondement anthropologique des interdits et des références occidentales qui forment ce que Pierre Legendre appelle « l'ordre symbolique ». De là, que certains intellectuels se situent comme universalistes ou féministes-universalistes ne change pas leur plan d'argumentation : on peut par exemple être *contre* la parité en partant du fait que la culture/nature *s'arrête* au seuil de la politique (de la représentation nationale), ou *pour* en partant du fait que la politique doit *prolonger* la culture/nature. Dans les deux cas, l'argument avancé est qu'il existe une différence fondamentale liée au genre et qu'elle est la seule pertinente dans une démocratie – qu'elle doit à ce titre être valorisée, ce qui permet de se positionner comme féministe tout en demeurant universaliste. A cet égard, le conservatisme féministe se prémunit contre toutes les autres formes de demandes minoritaires de représentation en affirmant la seule différence « qui compte », celle qui se donne pour naturelle dans le sexe et se prolonge culturellement dans le genre.

En réponse à ce raisonnement, s'est constituée une forme de « coalition de minorités » qui entreprend de déconstruire la différence rendue fondamentale par le concept d'ordre symbolique, et d'affirmer en retour la *pluralité des différences* pertinentes en démocratie, en procédant notamment à la dissociation entre sexe et genre. Ce « camp » repose la question de l'historicité des catégories identitaires et des dominations sociales qui ont favorisé une norme contre les autres. A cet égard, il remarque que puisqu'il ne s'agit pas tant d'une question de nature que d'une question de culture, les représentations s'avèrent historiquement variables et ne sauraient à ce titre constituer un ordre immuable clivant bonnes et mauvaises différences. En outre, l'entrée dans la polémique de l'expertise scientifique est réfutée au nom de la confusion entre des savoirs et des pouvoirs. La connaissance n'est pas considérée comme opposable à l'ordre politique, qu'elle soit d'ordre biologique, psychologique ou anthropologique.

En définitive, les controverses sur le PaCS et la parité donnent une forme très concrète à l'interrogation sur différence et démocratie. La mise en question du statut de certaines différences par rapport à d'autres implique une interrogation sur la capacité propre à une démocratie de reconnaître ou non les différences qu'elle prend en compte dans la distribution du pouvoir, des biens et des droits. L'enjeu des catégories est ici l'enjeu des luttes sociales, l'Etat devant à la fois affronter de nouvelles demandes de reconnaissance et assumer les critères implicites à son ordre juridique.

Sylviane AGACINSKI, *Politique des sexes*, Paris, Seuil, 1998.

Tony ANATRELLA, *La Différence interdite*, Paris, Flammarion, 1998.

Elisabeth BADINTER, *XY, de l'identité masculine*, Paris, Odile Jacob, 1992.

Daniel BORILLO, Eric FASSIN, Marcela IACUB (dir.), *Au-delà du PaCS. L'expertise familiale à l'épreuve de l'homosexualité*, Paris, PUF, 1999.

Daniel BORILLO, Pierre LASCOUMES, *Amours égales ? Le Pacs, les homosexuels et la gauche*, Paris, La Découverte, 2002.

Christine BOUTIN, *Le « mariage » des homosexuels ? CUCS, PIC, PACS et autres projets législatifs*, Paris, Critérion, 1998.

Jeanne FAVRET-SAADA, « Enfin au-delà du PaCS », *Prochoix*, n°12, 1999, p. 16-19.

- Jeanne FAVRET-SAADA, « La pensée Lévi-Strauss », *Prochoix*, n°13, 1999, p. 13-19.
- Geneviève FRAISSE, *L'Exercice du savoir et la différence des sexes*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- Geneviève FRAISSE, *La Raison des femmes*, Plon, 1992.
- Geneviève FRAISSE, « La démocratie exclusive : un paradigme français », *Pouvoirs*, septembre 1997, p. 5-16.
- Françoise GASPARD, « La parité, pourquoi pas ? », *Pouvoirs*, septembre 1997, p. 115-125.
- Françoise GASPARD, Anne LE GALL, Claude SERVAN-SCHREIBER, *Au pouvoir citoyennes ! Liberté, égalité, parité*, Paris, Seuil, 1992.
- Bertrand GUILLARME, « Encore un effort pour être républicains », *Mouvements*, n°8, mars-avril 2000, p. 60-63.
- Bertrand GUILLARME, « La justice démocratique et l'effacement du genre », *Cité*, n°5, 2001, p. 49-54.
- Françoise HERITIER, *Masculin-féminin : la pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob, 1996.
- Marcela IACUB, « Reproduction et division juridique des sexes », *Les Temps modernes*, n°609, juin-juillet-août 2000, p. 242-262.
- Marcela IACUB, Ian THOMAS, « Le couple homosexuel, le droit et l'ordre symbolique », *Le Banquet*, n°1-2, 1998, p. 111-125.
- Pierre LEGENDRE, *L'Inestimable objet de la transmission, étude sur les principes généalogiques en Occident*, Paris, Fayard, 1985.
- Frédéric MARTEL, *Le Rose et le noir*, Paris, Seuil, 2000 [1^{ère} édition, sans la mise à jour sur le PaCS, Seuil, 1996].
- Janine MOSSUZ-LAVAU, *Les Lois de l'amour. Les politiques de la sexualité en France (1950-1990)*, Paris, Payot, 1994.
- Janine MOSSUZ-LAVAU, *Femmes-hommes, pour la parité*, Paris, Presses de Sciences po, 1998.
- Mona OZOUF, *Les Mots des femmes : essai sur la singularité française*, Paris, Fayard, 1995.
- Alexandra PAPAGEORGIOU-LEGENDRE, Pierre LEGENDRE, *Filiation, fondement généalogique de la psychanalyse*, Leçon 4, suite 2, Paris, Fayard, 1990.
- Evelyne PISIER, Eleni VARIKAS, « Femmes, République et Démocratie », *Pouvoirs*, septembre 1997, p. 127-143.
- Evelyne PISIER, « Sexes et sexualités : bonnes et mauvaises différences », *Les Temps modernes*, n°609, juin-juillet-août 2000, p. 156-175.
- Sabine PROKHORIS, *Le Sexe prescrit. La différence sexuelle en question*, Paris, Aubier, 2000.
- Irène THERY, *Le Démariage. Justice et vie privée*, Paris, Odile Jacob, 1993.
- Irène THERY, « Différence des sexes et différence des générations. L'institution familiale en déshérence », *Esprit*, décembre 1996, p. 65-90.
- Irène THERY, « Le Contrat d'union sociale en question », *Esprit*, octobre 1997, p. 159-187.

Michel TORT, *Le Désir froid*, Paris, La Découverte, 1992.

Michel TORT, « Quelques conséquences de la différence “psychanalytique” des sexes », *Les Temps modernes*, n°609, juin-juillet-août 2000, p. 176-215.

Eleni VARIKAS, « Refonder ou raccommoier la démocratie ? Réflexions critiques sur la demande de parité des sexes », *French Politics and Society*, 12(4), Automne 1994, p. 1-34.

Classement chronologique

LEGENDRE, 1985.

PAPAGEORGIU-LEGENDRE, LEGENDRE, 1990.

FRAISSE, 1991.

BADINTER, 1992.

FRAISSE, 1992.

GASPARD, LE GALL, SERVAN-SCHREIBER, 1992.

TORT, 1992.

THERY, 1993.

MOSSUZ-LAVAU, 1994.

VARIKAS, 1994.

OZOUF, 1995.

HERITIER, 1996.

MARTEL, 1996.

THERY, 1996.

FRAISSE, 1997.

GASPARD, 1997.

PISIER, VARIKAS, 1997.

THERY, 1997.

AGACINSKY, 1998.

ANATRELLA, 1998.

BOUTIN, 1998.

IACUB, THOMAS, 1998.

MOSSUZ-LAVAU, 1998.

BORILLO, FASSIN, IACUB, 1999.

FAVRET-SAADA, 1999.

FAVRET-SAADA, 1999.

GUILLARME, 2000.

PISIER, 2000.

PROKHORIS, 2000.

TORT, 2000.

GUILLARME, 2001.

BORILLO, LASCOUMES, 2002.

CEVIPOF

CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

*98, rue de l'Université
75007 Paris*

Tél. 33 (0)1 45 49 51 05

e-mail : info@cevipof.sciences-po.fr

Site Internet : www.cevipof.msh-paris.fr

Dans l'océan bibliographique que constitue la démocratie comme concept, comme thème ou comme idée, les textes suivants, en plus d'une réflexion générale sur leur domaine spécifique, constituent un regard et propose une perspective. Dans chaque cas, il s'agit de problèmes consubstantiels à la démocratie et de problèmes particulièrement contemporains : démocratie et représentation ; république et démocratie en France ; démocratisations et transitions démocratiques ; différence et démocratie. Daniel Mouchard, Didier Mineur, Sandrine Lefranc et Alexandre Jaunait ont établi ces choix bibliographiques et leurs commentaires.

Gil Delannoi